



# Recueil officiel des lois fédérales

---

N° 1 14 janvier 1992

- 2 Changement de la dénomination «Direction de l'administration militaire fédérale» en «Secrétariat général» du DMF
- 3 Règlement des fonctionnaires (1)
- 4 Règlement des fonctionnaires (2)
- 5 Règlement des fonctionnaires (3)
- 6 Règlement des employés
- 7 Service de permanence dans l'administration générale de la Confédération.  
O du DFF
- 10 Escadre de surveillance (O esca surv)
- 21 Escadre de surveillance (O esca surv DMF)
- 23 Acquisition et port d'armes à feu par des ressortissants yougoslaves
- 27 Droits de douane préférentiels en faveur des pays en développement
- 55 Transport des marchandises dangereuses par route (SDR)
- 56 Transport public
- 57 Suppléments de prix sur les denrées fourragères
- 64 Prix et supplément de prix applicables au blé indigène de qualité inférieure

**Ordonnance  
sur le changement de la dénomination  
«Direction de l'administration militaire fédérale»  
en «Secrétariat général» du DMF**

du 25 novembre 1991

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu l'article 58, 2<sup>e</sup> alinéa, de la loi sur l'organisation de l'administration<sup>1)</sup>,

*arrête:*

**Article premier**

La loi sur l'organisation de l'administration est modifiée comme il suit:

*Art. 58, 1<sup>er</sup> al., let. C*

La Chancellerie fédérale et les départements comprennent les offices et services ci-après:

*Biffer:*

Direktion der Eidgenössischen Militärverwaltung

Direction de l'administration militaire fédérale

Direzione dell'amministrazione militare federale

**Art. 2**

La dénomination «Direction de l'administration militaire fédérale» est remplacée par la dénomination «Secrétariat général» dans les ordonnances suivantes:

- a. ordonnance du 24 février 1982<sup>2)</sup> concernant l'attribution des offices aux départements et des services à la Chancellerie fédérale;
- b. ordonnance du 9 mai 1979<sup>3)</sup> réglant les tâches des départements, des groupements et des offices.

**Art. 3**

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

25 novembre 1991

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Cotti

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

RS 172.010.18

<sup>1)</sup> RS 172.010

<sup>2)</sup> RS 172.010.14

<sup>3)</sup> RS 172.010.15

34884

# Règlement des fonctionnaires (1)

Modification du 18 décembre 1991

---

*Le Conseil fédéral suisse*

*arrête:*

## I

Le règlement des fonctionnaires (1) du 10 novembre 1959<sup>1)</sup> est modifié comme il suit:

*Art. 49a, 1<sup>er</sup> al., dernière phrase*

<sup>1</sup> . . . L'indemnité s'élève chaque fois à 4 fr. 50.

*Art. 50, 2<sup>e</sup> al., deuxième phrase*

<sup>2</sup> . . . Elle s'élève, sous réserve du 3<sup>e</sup> alinéa, à 5 fr. 80 par heure. . . .

## II

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

18 décembre 1991

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Cotti

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

34886

<sup>1)</sup> RS 172.221.101

# Règlement des fonctionnaires (2)

Modification du 18 décembre 1991

---

*Le Conseil fédéral suisse*

*arrête:*

I

Le règlement des fonctionnaires (2) du 10 novembre 1959<sup>1)</sup> est modifié comme il suit:

*Art. 44a, 1<sup>er</sup> al., dernière phrase*

<sup>1</sup> . . . L'indemnité s'élève chaque fois à 4 fr. 50.

*Art. 45, 2<sup>e</sup> al., deuxième phrase*

<sup>2</sup> . . . Elle s'élève à 5 fr. 80 par heure. . . .

II

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

18 décembre 1991

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Cotti

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

34887

<sup>1)</sup> RS 172.221.102

# Règlement des fonctionnaires (3)

Modification du 18 décembre 1991

---

*Le Conseil fédéral suisse*  
*arrête:*

## I

Le règlement des fonctionnaires (3) du 29 décembre 1964<sup>1)</sup> est modifié comme il suit:

*Art. 70, 1<sup>er</sup> al., dernière phrase*

<sup>1</sup> . . . L'indemnité s'élève chaque fois à 4 fr. 50.

*Art. 71, 2<sup>e</sup> al., deuxième phrase*

<sup>2</sup> . . . Elle s'élève à 5 fr. 80 par heure. . . .

## II

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

18 décembre 1991

Au nom du Conseil fédéral suisse:  
Le président de la Confédération, Cotti  
Le chancelier de la Confédération, Couchepin

34888

<sup>1)</sup> RS 172.221.103

# Règlement des employés

Modification du 18 décembre 1991

---

*Le Conseil fédéral suisse*

*arrête:*

## I

Le règlement des employés du 10 novembre 1959<sup>1)</sup> est modifié comme il suit:

*Art. 56a, 1<sup>er</sup> al., dernière phrase*

<sup>1</sup> . . . L'indemnité s'élève chaque fois à 4 fr. 50.

*Art. 57, 2<sup>e</sup> al., deuxième phrase*

<sup>2</sup> . . . Elle s'élève, sous réserve du 3<sup>e</sup> alinéa, à 5 fr. 80 par heure. . . .

## II

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

18 décembre 1991

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Cotti

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

34889

<sup>1)</sup> RS 172.221.104

# **Ordonnance du DFF concernant le service de permanence dans l'administration générale de la Confédération**

du 4 novembre 1991

---

*Le Département fédéral des finances,*  
vu l'article 44, 1<sup>er</sup> alinéa, lettre f, du statut des fonctionnaires<sup>1)</sup>,  
*arrête:*

## **Article premier** Définition

<sup>1</sup> Le service de permanence consiste en un service d'attente ou de présence.

<sup>2</sup> Est du service de permanence l'agent qui, sur ordre de l'autorité, se tient à la disposition de l'administration en dehors de l'horaire de travail afin de pouvoir prendre immédiatement le travail en cas de nécessité.

<sup>3</sup> Le service de permanence peut s'étendre à tout ou partie du temps libre.

## **Art. 2** Modalités

<sup>1</sup> En cas de service d'attente, l'agent a l'obligation de rester chez lui, à proximité de chez lui ou dans la localité où il habite, à la rigueur dans les environs de celle-ci.

<sup>2</sup> En cas de service de présence, l'agent a l'obligation de se tenir dans un lieu de travail ou de repos déterminé.

<sup>3</sup> Le service de présence n'est prescrit que si les impératifs du service l'exigent. Il sera remplacé si possible par un service d'attente.

## **Art. 3** Temps de travail

<sup>1</sup> Sous réserve des dispositions ci-dessous, le service de permanence n'est pas assimilé au temps de travail.

<sup>2</sup> Sont assimilés au temps de travail le déplacement de l'agent de chez lui, à l'endroit où il doit prendre son service et vice versa, toutes les prestations de service qu'il fournit sur ordre durant le service de permanence et les prestations qu'il fournit sur ordre à domicile. Ce temps de travail donne droit à la compensation ou aux indemnités prévues par les dispositions déterminantes du

**RS 172.221.108**

<sup>1)</sup> **RS 172.221.10**

règlement des fonctionnaires (1) du 10 novembre 1959<sup>1)</sup>, du règlement des fonctionnaires (3) du 29 novembre 1964<sup>2)</sup> ou du règlement des employés du 10 novembre 1959<sup>3)</sup>. L'autorité veille à ce que l'agent dispose d'un temps de repos convenable.

<sup>3</sup> Dans la mesure où les conditions sont remplies, les prestations de service mentionnées au 2<sup>e</sup> alinéa donnent droit aux indemnités pour horaire de travail irrégulier et pour service du dimanche ou service de nuit, de même qu'à la majoration de temps, conformément aux dispositions déterminantes du règlement des fonctionnaires (1) ou (3) ou du règlement des employés.

#### **Art. 4 Compensation**

Le service de permanence est indemnisé sous la forme d'indemnités d'heures de congé.

#### **Art. 5 Indemnités**

<sup>1</sup> L'indemnité allouée à l'agent, que celui-ci ait été appelé à fournir ou non des prestations, s'élève par heure ou par fraction d'heure, en cas de

- a. service d'attente: à 1 fr. 20;
- b. service de présence: à 2 fr. 50.

<sup>2</sup> Les indemnités sont versées mensuellement et soumises aux cotisations AVS/AI/APG/AC.

<sup>3</sup> L'agent qui, du fait du service de permanence, doit passer la nuit hors de chez lui ou qui ne peut prendre ses repas à l'endroit où il mange habituellement a droit au remboursement des frais.

<sup>4</sup> L'autorité qui ordonne un service de permanence décide, le cas échéant, du moyen de transport que l'agent utilisera pour se rendre à l'endroit où il doit prendre son service. Les frais réels découlant de l'utilisation des transports publics ou d'un taxi lui sont remboursés, ou lui est versée l'indemnité (indemnité kilométrique) pour l'usage en service de véhicules privés.

<sup>5</sup> Lorsque l'agent ne dispose d'aucun raccordement de service, il a droit à une indemnité de cinq francs par appel qu'il doit effectuer ou au paiement de la taxe d'abonnement si l'office compétent l'ordonne.

#### **Art. 6 Heures de congé**

<sup>1</sup> La compensation en heures de congé allouées pour le service de permanence ordonné en vertu de l'article 2 est, pour la durée arrondie à l'heure pleine,

- a. de 10 pour cent en cas de service d'attente;
- b. de 20 pour cent en cas de service de présence.

<sup>1)</sup> RS 172.221.101

<sup>2)</sup> RS 172.221.103

<sup>3)</sup> RS 172.221.104

<sup>2</sup> Lorsque le service d'attente est effectué entre 6 heures et 20 heures le samedi ou le dimanche, l'après-midi du 1<sup>er</sup> août, celui du 24 ou du 31 décembre ou lors d'un jour de fête générale observé au lieu de service, il fait l'objet, jusqu'à concurrence de 10 heures par jour, d'une compensation en heures de congé de 20 pour cent.

<sup>3</sup> La compensation en heures de congé a lieu d'entente avec l'agent. Exceptionnellement, il peut être convenu avec lui d'une compensation en espèces. Cette dernière s'élève alors par heure à 100 pour cent du traitement calculé à l'heure.

#### **Art. 7** Dispositions particulières

En cas de circonstances particulières, d'autres dispositions peuvent être arrêtées par l'Office fédéral du personnel en accord avec l'agent.

#### **Art. 8** Compétence

Sont compétents pour ordonner un service de permanence les départements, le Conseil des écoles polytechniques fédérales et la Direction générale des douanes. Ils peuvent déléguer cette compétence à des services subordonnés.

#### **Art. 9** Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du Département fédéral des finances et des douanes du 18 octobre 1978<sup>1)</sup> concernant le service de piquet est abrogée.

#### **Art. 10** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

4 novembre 1991

Département fédéral des finances:  
Stich

34883

<sup>1)</sup> Pas publié dans le RO.

# **Ordonnance sur l'escadre de surveillance**

**(O esca surv)**

du 2 décembre 1991

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu l'article 147 de l'organisation militaire<sup>1</sup>;  
vu la loi fédérale du 30 juin 1927<sup>2</sup>) sur le statut des fonctionnaires,  
*arrête:*

## **Section 1: Dispositions générales**

### **Article premier But**

La présente ordonnance règle les tâches et l'organisation de l'escadre de surveillance, ainsi que le statut de ses membres.

### **Art. 2 Domaine d'application personnel**

<sup>1</sup> La présente ordonnance concerne les membres suivants de l'escadre de surveillance (ci-après membres concernés):

- a. pilotes militaires de carrière;
- b. photographes de bord de carrière;
- c. spécialistes avec grade d'officier (officiers spécialistes).

<sup>2</sup> Les dispositions de la section 3 de la présente ordonnance sont valables par analogie pour les autres agents au service de l'escadre de surveillance.

### **Art. 3 Définition**

<sup>1</sup> L'escadre de surveillance est une formation militaire en temps de paix, qui fait partie des troupes d'aviation et de défense contre avions.

<sup>2</sup> Elle est composée des membres concernés par la présente ordonnance et des autres agents de l'escadre de surveillance.

## **Section 2: Tâches et subordination**

### **Art. 4 Tâches**

<sup>1</sup> Les tâches de l'escadre de surveillance sont les suivantes:

- a. contribuer à la sauvegarde de la souveraineté sur l'espace aérien (police aérienne);

**RS 510.102**

<sup>1</sup>) **RS 510.10**

<sup>2</sup>) **RS 172.221.10**

- b. contribuer à l'instruction des pilotes militaires;
- c. coopérer à la conduite et à l'engagement des troupes d'aviation et de défense contre avions, ainsi qu'au contrôle du service de vol militaire;
- d. collaborer à l'instruction dans les écoles et les cours militaires et exécuter des vols de démonstration et de présentation d'avions;
- e. procéder aux essais d'avions du point de vue tactique et aux essais des équipements;
- f. élaborer les procédures et prescriptions tactiques et techniques de vol;
- g. exécuter des vols pour les services de la Confédération et pour des tiers (cantons, communes, particuliers);
- h. assurer le service de sauvetage aérien de l'armée et participer à l'aide en cas de catastrophe;
- i. assurer d'autres vols dans le cadre des tâches de l'aviation.

<sup>2</sup> Un degré de préparation élevé est requis de l'escadre de surveillance pour les tâches suivantes:

- a. sauvegarde de la souveraineté sur l'espace aérien;
- b. aide en cas de catastrophe;
- c. sauvetage aérien.

<sup>3</sup> Les membres concernés peuvent être appelés à des services dans les états-majors des groupements et des offices fédéraux du Département militaire fédéral (DMF).

## **Art. 5 Subordination**

<sup>1</sup> Pour l'engagement, l'escadre de surveillance est subordonnée au commandant de la brigade d'aviation 31.

<sup>2</sup> En matière administrative, l'escadre de surveillance est subordonnée au directeur de l'Office fédéral de l'aviation militaire et de la défense contre avions (OFADCA).

## **Section 3: Engagement et instruction**

### **Art. 6 Commandement**

Le responsable de l'escadre de surveillance est son commandant. Sa responsabilité s'étend notamment à l'engagement, au degré de préparation, ainsi qu'à la formation de base et au perfectionnement.

### **Art. 7 Plan d'engagement et de carrière**

Ce sont les exigences du service qui définissent le plan d'engagement et de carrière des membres concernés. Il y a lieu de tenir compte dans une juste mesure des aptitudes professionnelles et des goûts de ces derniers. En outre, il sera tenu compte également de leurs désirs dans la mesure des possibilités.

**Art. 8** Qualification et entretien sur la carrière

<sup>1</sup> Les membres concernés doivent faire régulièrement l'objet d'une qualification. L'appréciation doit porter notamment sur leur aptitude à commander, à éduquer et à instruire.

<sup>2</sup> Le commandant de l'escadre de surveillance a un entretien sur la carrière avec chaque membre concerné au moins tous les trois ans, portant notamment sur son engagement, sa formation et son perfectionnement.

<sup>3</sup> Lors des entretiens portant sur la qualification et la carrière, il convient de tenir compte de la sphère personnelle du membre concerné.

**Art. 9** Instruction

<sup>1</sup> Dans les écoles de pilotes militaires de carrière, les pilotes militaires sont formés en vue de devenir des pilotes militaires de carrière.

<sup>2</sup> Dans la mesure des possibilités, les pilotes peuvent bénéficier de la formation et du perfectionnement des instructeurs.

<sup>3</sup> Le directeur de l'OFADCA édicte des directives sur la formation et le perfectionnement des membres concernés en dehors des écoles de pilotes militaires de carrière.

**Art. 10** Service de piquet

Lorsque l'armée passe à un degré de préparation plus élevé, ainsi que dans d'autres situations exceptionnelles, l'escadre de surveillance peut être mise de piquet globalement ou partiellement.

**Section 4: Dispositions relatives au statut des membres****Art. 11** Statut des fonctionnaires

<sup>1</sup> Les membres concernés sont soumis à la loi sur le statut des fonctionnaires du 30 juin 1927.

<sup>2</sup> Dans la mesure où la présente ordonnance ne prévoit pas de dérogation, les dispositions d'exécution du statut des fonctionnaires sont également valables.

**Art. 12** Traitement

Le traitement des membres concernés est fixé par l'autorité qui nomme, dans les limites de la classe de traitement qui correspond à leur grade militaire ou à leur fonction.

**Art. 13** Condition de nomination des pilotes militaires de carrière

Le pilote militaire de carrière est nommé fonctionnaire après avoir terminé avec succès l'école de pilotes militaires de carrière.

**Art. 14** Lieu de service

Le directeur de l'OFADCA attribue un lieu de service aux membres concernés.

**Art. 15** Domicile

<sup>1</sup> Le domicile est situé dans un rayon de 50 km à vol d'oiseau du lieu de service.

<sup>2</sup> Si le service le permet, le directeur de l'OFADCA peut, sur demande, autoriser un domicile hors du rayon prescrit.

**Art. 16** Transferts

<sup>1</sup> Le membre concerné doit être transféré à un nouveau lieu de service lorsqu'il sera vraisemblablement occupé pendant plus d'un an dans des écoles et des cours, des états-majors de groupements ou des offices du DMF sis dans une autre localité.

<sup>2</sup> La décision de transfert doit être communiquée par écrit aux membres concernés six mois au moins avant la date de l'exécution.

**Art. 17** Indemnités lors de transferts

<sup>1</sup> Le membre concerné a droit aux indemnités pour voyages de service dès le jour où il commence ses activités au nouveau lieu de service jusqu'au jour du déménagement.

<sup>2</sup> Si le membre concerné commence son travail au nouveau lieu de service avant la date du transfert, il a droit aux indemnités pour voyages de service jusqu'à cette date, pour autant que le déménagement n'ait pas encore eu lieu.

<sup>3</sup> Les indemnités pour voyages de service selon les alinéas 1 et 2 sont payés pour une période maximale de:

- a. douze mois, si le membre concerné est soumis à une obligation d'entretien ou d'assistance;
- b. six mois dans tous les autres cas.

**Art. 18** Indemnités pour domicile hors du lieu de service

<sup>1</sup> Le membre concerné qui a son propre ménage et qui habite hors du lieu de service a droit aux indemnités pour:

- a. le logement dans tous les cas où un retour au domicile n'est, pour des raisons de service, pas indiqué ou pas raisonnable;
- b. la subsistance, lorsque le membre concerné est soumis à une obligation d'entretien ou d'assistance.

<sup>2</sup> Les indemnités de logement et de subsistance ne sont versées que lorsque le membre concerné se loge et/ou prend ses repas à l'extérieur.

<sup>3</sup> Si le membre concerné est domicilié dans un rayon de 10 km à vol d'oiseau du lieu de service, il n'a droit à l'indemnité de subsistance que s'il prend ses repas

hors de son domicile pour des raisons de service sur lesquelles il n'exerce aucune influence.

<sup>4</sup> Lorsque le membre concerné reçoit une indemnité pour voyages de service, il n'a pas droit à l'indemnité selon le 1<sup>er</sup> alinéa pour le repas compris dans l'indemnité pour voyages de service.

<sup>5</sup> Le membre concerné qui a conclu un bail pour une chambre ou un logement au lieu de service, ou à proximité immédiate, reçoit, en cas d'absence due à un déplacement professionnel, à des vacances, au service militaire, à la maladie ou à un accident, une indemnité pendant trois mois au plus à titre de contribution aux frais du logement inoccupé, lorsque ce dernier lui est réservé et qu'il doit être payé.

#### **Art. 19** Remboursement des frais de déménagement

<sup>1</sup> En cas de changement de domicile consécutif à un transfert, le membre concerné a droit au remboursement des frais de déménagement et à une indemnité équitable pour l'aménagement du nouvel appartement, s'il est prouvé que le déménagement permet de réaliser une économie.

<sup>2</sup> En cas de transfert résultant d'une faute commise par le membre concerné ou décidé pour tenir compte de sa situation personnelle, l'indemnité de déménagement peut être supprimée ou réduite par le DMF.

<sup>3</sup> L'indemnité de déménagement n'est pas allouée lorsque le changement de domicile n'est pas dû à un changement du lieu de service.

#### **Art. 20** Logement en caserne

Le membre concerné a droit au logement gratuit dans les casernes et autres cantonnements de la Confédération, pour autant qu'il y ait de la place.

#### **Art. 21** Indemnités de repas pour service de nuit

Le membre concerné qui est en service commandé dans une école ou un cours pendant au moins trois heures, entre 20.00 h. et 06.00 h., a droit à l'indemnité de repas selon le chiffre 4 de l'appendice 1 de l'ordonnance du DMF du 22 novembre 1990<sup>1)</sup> sur les instructeurs (OI-DMF).

#### **Art. 22** Voyages de service

<sup>1</sup> Le membre concerné a droit à l'indemnité pour voyages de service lorsqu'il exerce ses activités en dehors du lieu de service ou du lieu de l'école, du cours ou de l'unité administrative.

<sup>2</sup> Les activités exercées au lieu de service ou au domicile, ainsi que dans un rayon de 10 km à vol d'oiseau, ne donnent, en général, pas droit à l'indemnité pour voyages de service.

<sup>1)</sup> RS 512.411

<sup>3</sup> Lors de voyages de service, il est loisible au membre concerné de choisir, dans un rayon raisonnable du lieu d'activité, un logement en hôtel, chez des particuliers ou en caserne. Si, pour des raisons personnelles, il loge plus loin, les trajets entre le lieu de service et le logement sont considérés comme voyages privés.

<sup>4</sup> Des indemnités pour le logement lors de voyages de service ne peuvent être perçues que si le logement est effectivement occupé. Les exceptions indiquées à l'article 23 sont réservées.

<sup>5</sup> Sur demande, le directeur de l'OFADCA peut accorder au membre concerné qui doit faire face à des dépenses supplémentaires pour des voyages de service dont la durée ne dépasse pas une semaine, un supplément pouvant atteindre les montants fixés au chiffre 3 de l'appendice 1 de l'ordonnance du DMF du 22 novembre 1990<sup>1)</sup> sur les instructeurs (OI-DMF). Dans des cas dûment justifiés, le directeur de l'Office fédéral peut autoriser le remboursement des dépenses effectives sur présentation des factures. Si les frais supplémentaires de voyages de service sont imputables à des déplacements d'une durée supérieure à une semaine, le DMF décide des indemnités à verser.

<sup>6</sup> Le membre concerné qui, pour des raisons de service sur lesquelles il n'exerce aucune influence, doit prendre un repas principal au lieu de service mais en dehors de son domicile, a droit à une indemnité conformément à l'article 18.

**Art. 23** Logement en hôtel ou chez des particuliers réservé mais non occupé

<sup>1</sup> En cas d'absence temporaire du lieu de déplacement pour une durée d'au maximum trois nuits consécutives, par exemple en fin de semaine, pour des congés personnels et généraux ou des jours libres de service, les indemnités de nuit sont versées lorsque le logement reste réservé et doit être payé et que l'engagement du membre concerné en dehors du lieu de service, dans la même école, le même cours, dans les états-majors des groupements et les offices fédéraux du DMF se poursuit.

<sup>2</sup> En cas d'absence de huit nuits au maximum en raison de voyages de service, de travaux au lieu de service, de service militaire soldé ou de congé pendant les fêtes de Pâques, de Noël et de Nouvel-An, l'indemnité de nuit est également payée aux conditions qui figurent au 1<sup>er</sup> alinéa. En cas d'absence de plus longue durée, c'est le DMF qui décide sur demande.

<sup>3</sup> Les membres concernés détachés à titre d'élèves à l'Ecole militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich reçoivent l'indemnité conformément au chiffre 2.4 de l'appendice 1 de l'ordonnance du DMF du 22 novembre 1990<sup>1)</sup> sur les instructeurs (OI-DMF), pour la durée des absences dues au besoin du service et pour autant que le logement reste réservé et doit être payé.

<sup>1)</sup> RS 512.411

**Art. 24** Voyages payés pour visites

<sup>1</sup> Lors de son engagement hors du lieu de service, le membre concerné a droit, par semaine d'absence, à un voyage payé à son lieu de service ou à son domicile.

<sup>2</sup> Au lieu du voyage mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa, les cas suivants peuvent être pris en compte:

- a. un voyage du membre concerné marié au lieu de résidence temporaire de sa famille;
- b. un voyage du conjoint et de ses enfants jusqu'à l'âge de 18 ans au lieu d'engagement du membre concerné;
- c. un voyage du membre concerné célibataire au domicile de ses parents.

<sup>3</sup> Le membre concerné a en outre droit à un voyage payé supplémentaire à titre de voyage de service:

- a. lors d'événements importants dans sa famille, tels que la naissance de son enfant, le décès ou une grave maladie soudaine d'un de ses proches parents;
- b. dans d'autres cas, pour autant que la marche du service le permette.

**Art. 25** Indemnités pour l'utilisation de véhicules à moteur privés

Dès sa nomination à titre d'employé permanent, le pilote militaire de carrière, ainsi que le photographe de bord de carrière, reçoivent une indemnité pour l'utilisation de leur véhicule à moteur privé dans un rayon de 20 km autour du lieu de service ou du lieu de l'engagement externe. Le montant de cette indemnité est fixé par le Département militaire fédéral en accord avec le Département fédéral des finances.

**Art. 26** Durée du travail

La durée et la répartition du travail sont déterminées par les nécessités du service.

**Art. 27** Congés, service les dimanches et les jours fériés

<sup>1</sup> Les mises à contribution particulières du membre concerné doivent, dans la mesure du possible, être compensées par des congés.

<sup>2</sup> Le service du dimanche et des jours fériés chômés dans toute la Suisse donne droit à un congé de même durée.

**Art. 28** Vacances et temps libre de service

<sup>1</sup> La réduction des vacances en raison de service militaire soldé, selon l'article 60, 6<sup>e</sup> alinéa, du règlement des fonctionnaires (1) du 10 novembre 1959<sup>1)</sup> n'entre pas en ligne de compte.

<sup>2</sup> Dans la mesure où le service le permet, le membre concerné doit avoir la possibilité de prendre ses vacances en une fois. Dans la mesure du possible, les

<sup>1)</sup> RS 172.221.101

dates des vacances seront fixées en tenant compte des désirs du membre concerné. S'il a des enfants en âge de scolarité, le membre concerné a droit, chaque année, à au moins 2 semaines de vacances pendant l'une des périodes de vacances scolaires.

<sup>3</sup> Les interruptions de service sont considérées comme temps libre de service et servent en premier lieu à compenser les services particuliers effectués lors de l'engagement dans les écoles et les cours. Si une interruption dure plus de douze jours consécutifs (dimanches et jours fériés exclus), elle peut être comptée comme des vacances, sauf si elle se produit entre le 1<sup>er</sup> décembre et le 5 janvier.

<sup>4</sup> Le pilote militaire de carrière a droit à une semaine supplémentaire de vacances par année en raison de la charge psychique et physique que représente son activité. Cette mesure est destinée à assurer la sécurité de vol.

## **Section 5: Responsabilités**

### **Art. 29 Responsabilité concernant les dommages**

<sup>1</sup> Dans l'exercice de ses fonctions, le membre concerné est soumis aux dispositions de la loi fédérale sur la responsabilité<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> La responsabilité du membre concerné, en ce qui concerne son statut militaire et ses devoirs de service, est réglée par les articles 24 à 29 de l'organisation militaire.

### **Art. 30 Responsabilité pénale**

<sup>1</sup> Le membre concerné est soumis au droit pénal ordinaire.

<sup>2</sup> Pour les cas mentionnés à l'article 2 du code pénal militaire<sup>2)</sup>, le membre concerné est soumis au droit pénal militaire et à la juridiction pénale militaire.

### **Art. 31 Règles de la circulation routière**

<sup>1</sup> Lors de ses déplacements de service, le membre concerné est soumis aux règles civiles de la circulation routière.

<sup>2</sup> Il est en outre soumis aux règles militaires sur la circulation routière lorsqu'il est en service soldé ou lorsqu'il conduit un véhicule muni de plaques de contrôle militaires.

### **Art. 32 Juridiction concernant les infractions aux règles de la circulation routière**

<sup>1</sup> Le membre concerné est soumis à la juridiction militaire lorsqu'il contrevient à la loi fédérale sur la circulation routière lors d'un exercice militaire, lorsqu'il

<sup>1)</sup> RS 170.32

<sup>2)</sup> RS 321.0

remplit une mission en service de troupe ou dans un cas punissable selon le code pénal militaire<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Le membre concerné est soumis à la juridiction civile pour les infractions à la loi sur la circulation routière qu'il commet sur le trajet qui le sépare de son domicile à son lieu de travail, à l'aller ou au retour, même s'il conduit un véhicule de service portant des plaques de contrôle militaires.

<sup>3</sup> Si, en violant la loi sur la circulation routière sur le trajet mentionné au 2° alinéa, le membre concerné commet une autre infraction punissable par le code pénal militaire, il est soumis à la juridiction militaire.

## **Section 6: Dispositions concernant le statut de militaire**

### **Art. 33 Port de l'uniforme**

<sup>1</sup> Le membre concerné porte l'uniforme pour son travail.

<sup>2</sup> Les membres concernés en service dans les états-majors des groupements ou dans les offices fédéraux du DMF portent, en règle générale, une tenue civile.

<sup>3</sup> Chaque jour de service en uniforme donne droit à l'indemnité selon chiffre 5 de l'appendice 1 de l'ordonnance du DMF du 22 novembre 1990<sup>2)</sup> sur les instructeurs (OI-DMF), lorsque l'intéressé ne porte pas de pièces d'équipement de la tenue de combat 90.

### **Art. 34 Promotion militaire**

Les promotions militaires des membres concernés sont régies par l'ordonnance du Conseil fédéral du 21 décembre 1981<sup>3)</sup> sur l'avancement et les mutations dans l'armée (OAMA).

### **Art. 35 Incorporation à la fin des obligations militaires**

Le membre concerné reste incorporé dans l'armée même lorsqu'il a accompli toutes ses obligations militaires, pour autant qu'il ne demande pas expressément à être libéré.

## **Section 7: Fin de l'activité dans l'escadre**

### **Art. 36 Résiliation des rapports de service**

<sup>1</sup> Les membres concernés sont nommés jusqu'à la fin de l'année civile dans laquelle ils atteignent l'âge de 58 ans; ceux qui sont nés dans la première moitié de l'année peuvent demander la résiliation de leur engagement pour le milieu de l'année.

<sup>1)</sup> RS 321.0

<sup>2)</sup> RS 512.411

<sup>3)</sup> RS 512.51

<sup>2</sup> L'autorité qui nomme peut, avec l'assentiment du membre concerné et lorsque des raisons de service le justifient, prolonger chaque fois d'une année civile ses rapports de service au-delà de la limite d'âge mentionnée au premier alinéa, mais au plus tard jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle il a 62 ans.

<sup>3</sup> Lorsque l'autorité qui nomme constate que, pour des raisons autres que l'invalidité et sans qu'il y ait faute des membres concernés, ces derniers ne peuvent plus être employés dans un poste correspondant à leur classe de fonction, elle peut les licencier déjà à la fin de leur 50<sup>e</sup> année. Lorsque le Conseil fédéral est l'autorité qui nomme, c'est le DMF qui prend la décision.

### **Art. 37** Aide financière en cas de changement de profession

Une aide financière peut être accordée au membre concerné:

- a. si, lors d'un entretien portant sur sa carrière, il lui est recommandé de changer de profession;
- b. s'il est licencié du service de la Confédération en vertu de l'article 36, 3<sup>e</sup> alinéa.

### **Art. 38** Résiliation volontaire des rapports de service

Le remboursement d'une partie du traitement selon l'article 56, 2<sup>e</sup> alinéa, du règlement des fonctionnaires (1) du 10 novembre 1959<sup>1)</sup> ne sera pas demandé au membre concerné qui résilie volontairement ses rapports de service.

## **Section 8: Protection juridique**

### **Art. 39**

Le membre concerné dispose des voies de recours conformes au droit des fonctionnaires et au règlement du 27 juin 1979<sup>2)</sup> de service de l'armée suisse.

## **Section 9: Dispositions finales**

### **Art. 40** Exécution

Le DMF est chargé de l'exécution de la présente ordonnance. Il fixe, après entente avec le Département fédéral des finances, le montant des indemnités et des suppléments de fonction.

<sup>1)</sup> RS 172.221.101

<sup>2)</sup> RS 510.107

**Art. 41** Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 18 décembre 1974<sup>1)</sup> sur l'escadre de surveillance est abrogée.

**Art. 42** Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

2 décembre 1991

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Cotti

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

34873

<sup>1)</sup> Pas publié dans le RO.

# Ordonnance du DMF sur l'escadre de surveillance (O esca surv DMF)

du 3 décembre 1991

---

*Le Département militaire fédéral,*

vu l'article 40 de l'ordonnance du 2 décembre 1991<sup>1)</sup> sur l'escadre de surveillance (O esca surv);

après entente avec le Département fédéral des finances,

*arrête:*

**Article premier** Indemnités pour l'utilisation de véhicules à moteur privés

<sup>1</sup> L'indemnité pour l'utilisation de véhicules à moteur privés pour des courses selon l'article 25 de l'ordonnance sur l'escadre de surveillance est de 3600 francs par année. D'éventuels dégâts aux véhicules sont couverts par l'assurance casco totale conclue par la Confédération.

<sup>2</sup> L'indemnité est allouée par tranches mensuelles. Elle doit être portée dans le décompte des indemnités mensuelles. En cas d'interruption du service en raison de maladie, d'accident ou de service militaire soldé jusqu'à concurrence de 30 jours consécutifs, l'indemnité n'est pas réduite. En cas d'interruption du service plus longue, l'indemnité tombe pour tous les mois complets pendant lesquels le service à l'escadre n'a pas été assumé.

<sup>3</sup> Lorsqu'un membre quitte l'escadre, l'indemnité est calculée jusqu'au jour de départ.

**Art. 2** Application des prescriptions de l'ordonnance du DMF sur les instructeurs

Les articles premier à 7, ainsi que les annexes 1 et 2 de l'ordonnance du DMF du 22 novembre 1990<sup>2)</sup> sur les instructeurs (OI-DMF) sont applicables par analogie.

RS 510.102.1

<sup>1)</sup> RS 510.102; RO 1992 10

<sup>2)</sup> RS 512.411

**Art. 3** Dispositions finales

<sup>1</sup> Les prescriptions de service du DMF pour l'escadre de surveillance du 19 décembre 1974<sup>1)</sup> sont abrogées.

<sup>2</sup> La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

3 décembre 1991

Département militaire fédéral:  
Villiger

34885

<sup>1)</sup> Pas publiées dans le RO.

# Ordonnance sur l'acquisition et le port d'armes à feu par des ressortissants yougoslaves

du 18 décembre 1991

---

*Le Conseil fédéral suisse,*  
vu l'article 102, chiffre 8, de la constitution,  
*arrête:*

## **Article premier** But

La présente ordonnance vise:

- a. à mettre fin aux trafics d'armes qui ont lieu entre le territoire suisse et celui de la République socialiste fédérative de Yougoslavie dans les frontières qui étaient les siennes le 1<sup>er</sup> janvier 1990;
- b. à prévenir les actes de violence entre ressortissants yougoslaves se trouvant en Suisse.

## **Art. 2** Définitions

Dans la présente ordonnance, on entend:

- a. par *ressortissants yougoslaves* les personnes qui étaient ressortissantes de la République socialiste fédérative de Yougoslavie le 1<sup>er</sup> janvier 1990 ou le sont devenues après cette date et qui ne possèdent pas la nationalité suisse;
- b. par *étrangers* tous les ressortissants d'Etats étrangers autres que la République socialiste fédérative de Yougoslavie qui ne sont pas titulaires d'une autorisation d'établissement (permis C);
- c. par *armes à feu* tous les engins permettant de tirer des projectiles au moyen d'une charge propulsive;
- d. par *acquisition d'armes à feu* toute opération, de quelque nature juridique que ce soit, ayant pour but ou pour effet de transférer la possession d'une arme à feu d'une personne (l'aliénateur) à une autre (l'acquéreur), quelle que soit la qualité des personnes entre lesquelles le transfert doit s'effectuer.

## **Art. 3** Interdiction d'acquérir et de céder des armes à feu

<sup>1</sup> Il est interdit aux ressortissants yougoslaves d'acquérir des armes à feu en Suisse ou à partir de la Suisse.

<sup>2</sup> Il est interdit de vendre ou de céder de toute autre manière des armes à feux aux ressortissants yougoslaves.

RS 514.545

**Art. 4** Interdiction de porter des armes à feu

Il est interdit aux ressortissants yougoslaves de porter sur eux ou de transporter de toute autre manière une arme à feu dans les lieux publics.

**Art. 5** Permis d'achat d'armes à feu

<sup>1</sup> Pour acquérir une arme à feu en Suisse, un étranger doit préalablement remettre un permis d'achat d'armes à feu à l'aliénateur.

<sup>2</sup> Un permis d'achat d'armes à feu ne peut être délivré à un étranger que:

- a. s'il produit au préalable une attestation officielle de l'Etat dont il est ressortissant établissant qu'il est autorisé à acquérir des armes à feu, et
- b. si les conditions prévues par le concordat du 27 mars 1969<sup>1)</sup> sur le commerce des armes et des munitions sont remplies.

<sup>3</sup> Le permis d'achat d'armes à feu est délivré par l'autorité compétente du canton de domicile selon les articles 3 des concordats du 20 juillet 1944<sup>2)</sup> et du 27 mars 1969 sur le commerce des armes et des munitions. Si l'acquéreur n'est pas domicilié en Suisse, le permis d'achat d'armes à feu est délivré par l'autorité compétente du canton dans lequel la remise de l'arme doit avoir lieu.

<sup>4</sup> Le permis d'achat d'armes à feu est valable trois mois.

**Art. 6** Permis d'exportation d'armes

Pour pouvoir obtenir un permis d'achat d'armes à feu (art. 5), l'étranger qui n'est pas domicilié en Suisse doit en outre, pour les armes tombant sous le coup de la législation fédérale sur le matériel de guerre, avoir obtenu au préalable un permis d'exportation d'armes.

**Art. 7** Remise d'une copie du permis d'achat au canton

L'aliénateur doit remettre une copie du permis d'achat d'armes à feu à l'autorité compétente selon l'article 5, 3<sup>e</sup> alinéa.

**Art. 8** Communication obligatoire

<sup>1</sup> Les autorités compétentes des cantons au sens de l'article 5, 3<sup>e</sup> alinéa, communiquent chaque mois à l'Office fédéral de la police:

- a. la liste de tous les étrangers qui ont acquis des armes à feu sur leur territoire;
- b. la liste des armes à feu acquises; et
- c. la liste de tous les étrangers auxquels elles ont délivré un permis d'achat d'armes à feu.

<sup>2</sup> La Direction de l'administration militaire fédérale communique chaque mois à l'Office fédéral de la police la liste de tous les étrangers non domiciliés en Suisse auxquels elle a délivré un permis d'exportation d'armes.

<sup>1)</sup> RS 514.542

<sup>2)</sup> RS 5 693; RO 1958 504, 1964 988

**Art. 9** Vérification de l'authenticité de l'attestation officielle étrangère

Si l'authenticité de l'attestation selon l'article 5, 2<sup>e</sup> alinéa, est douteuse, les cantons transmettent le document à l'Office fédéral de la police qui en fait vérifier l'authenticité.

**Art. 10** Communication à un Etat étranger

L'Office fédéral de la police communique en règle générale les noms des étrangers qui ont acquis des armes à feu en Suisse aux Etats dont ils sont ressortissants ou dans lesquels ils ont leur résidence ou leur domicile; il peut aussi leur communiquer la liste des armes à feu acquises et les noms des étrangers auxquels un permis d'achat d'armes à feu a été délivré.

**Art. 11** Délits

<sup>1</sup> Celui qui, en tant que ressortissant yougoslave, acquiert une arme à feu en Suisse ou à partir de la Suisse,

Celui qui, en tant que ressortissant yougoslave, porte sur lui ou transporte de toute autre manière une arme à feu dans les lieux publics,

Celui qui vend ou cède de toute autre manière une arme à feu à un ressortissant yougoslave,

Celui qui, en tant qu'étranger, acquiert une arme à feu sans être en possession des permis prévus aux articles 5 et 6,

Celui qui vend ou cède de toute autre manière une arme à feu à un étranger, sachant ou devant présumer qu'il n'est pas en possession des permis prévus aux articles 5 et 6,

sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende jusqu'à 100 000 francs, à moins que des dispositions légales plus sévères ne soient applicables.

<sup>2</sup> Dans les cas graves, la peine sera l'emprisonnement pour six mois au moins ou l'amende jusqu'à 500 000 francs. Est réputé notamment cas grave le cas où le délinquant fait métier du trafic d'armes, le cas où il sait ou doit présumer que l'arme est destinée d'être exportée de manière illégale ou le cas où il prévoit une telle exportation ou l'entrepren.

<sup>3</sup> Si le délinquant a agi par négligence, la peine sera l'emprisonnement jusqu'à six mois ou l'amende.

**Art. 12** Contravention

<sup>1</sup> Celui qui, en tant qu'aliénateur, ne respecte pas l'obligation prévue à l'article 7, sera puni des arrêts ou de l'amende jusqu'à 50 000 francs.

<sup>2</sup> Si le délinquant a agi par négligence, la peine sera l'amende.

<sup>3</sup> L'action pénale se prescrit par cinq ans.

**Art. 13** Confiscation

La confiscation est régie par l'article 58 du code pénal suisse<sup>1)</sup>.

**Art. 14** Infraction dans la gestion d'une entreprise

Lorsque les infractions ont été commises dans la gestion d'une entreprise, les articles 6 et 7 de la loi fédérale sur le droit pénal administratif<sup>2)</sup> sont applicables.

**Art. 15** Poursuite pénale

<sup>1</sup> La poursuite pénale incombe aux cantons.

<sup>2</sup> Les cantons communiquent au Ministère public de la Confédération l'ouverture des procédures pénales fondées sur la présente ordonnance ainsi que les jugements, prononcés administratifs et ordonnances de non-lieu rendus dans ces procédures.

**Art. 16** Modification du droit en vigueur

L'ordonnance du 1<sup>er</sup> novembre 1989<sup>3)</sup> réglant la communication des décisions pénales prises par les autorités cantonales est modifiée comme il suit:

*Ch. 24*

Ordonnance sur l'acquisition et le port d'armes à feu par les ressortissants yougoslaves (RS 514.545).

**Art. 17** Entrée en vigueur et durée de validité

La présente ordonnance entre en vigueur le 19 décembre 1991, à 00.00 heures, et elle a effet au plus tard jusqu'au 31 décembre 1994.

18 décembre 1991

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Cotti

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

<sup>1)</sup> RS 311.0

<sup>2)</sup> RS 313.0

<sup>3)</sup> RS 312.3

# **Ordonnance fixant les droits de douane préférentiels en faveur des pays en développement**

**Modification du 9 décembre 1991**

---

*Le Conseil fédéral suisse  
arrête:*

## **I**

Les annexes 1 et 2 de l'ordonnance du 26 mai 1982<sup>1)</sup> fixant les droits de douane préférentiels en faveur des pays en développement sont modifiées conformément à la version ci-jointe.

## **II**

<sup>1</sup> Chiffre 1 de l'appendice à l'annexe 1 et les annexes 1 et 2 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

<sup>2</sup> Chiffre 1, lettre b de l'appendice à l'annexe 1 n'est valable que jusqu'à la date d'entrée en vigueur du chiffre 2 dudit appendice.

<sup>3</sup> Le Département fédéral de l'économie publique décide d'entente avec le Département fédéral des affaires étrangères l'entrée en vigueur de l'appendice à l'annexe 1, chiffre 2.

9 décembre 1991

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Cotti

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

34892

<sup>1)</sup> RS 632.911

*Appendice à l'annexe 1***Liste des taux des droits de douane préférentiels  
pour les marchandises en provenance de pays en développement**

1. Les notes au bas de la page seront modifiées comme suit:
  - a. Biffer et supprimer les notes 49, 55, 56, 59 et 60 de la liste en vigueur.
  - b. Préface de la nouvelle note 55:  
*Marchandises de Yougoslavie et de Turquie: . . .*
2. Les notes au bas de la page de la liste révisée seront modifiées comme suit:
  - a. Biffer et supprimer les notes 52 et 54.
  - b. Préface de la nouvelle note 53 (ancienne 55):  
*Marchandises de Turquie: . . .*

## Annexe 1

## Liste des taux des droits de douane préférentiels pour les marchandises en provenance de pays en développement

No du tarif <sup>1)</sup>	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
0106.0010	exempt	0305.6990	exempt	0709.6012	10)
	par pièce	0306.1100/		6090	exempt
0090	1)*)	2900	exempt	0710.4000	ex. + em
		0307.1000/		0711.3000	exempt
	par 100 kg brut	9900	exempt	0712.2000/	
		0403.1010	ex. + em <sup>4)</sup>	3000	11)
0301.1000	exempt	0409.0000	55.--	9010	12)
9200/		0501.0000/		9090	13)
9990	exempt	0503.0090	exempt	0713.1010/	
0302.1200/		0504.0090/		1090	10)
7000	exempt	0511.9900	exempt	2010	exempt
0303.1000	exempt	0601.1090	exempt	2090	10)
2200/		2020/		3110	exempt
8000	exempt	2099	exempt	3190/	
0304.1020/		0602.1000	-.16 <sup>5)</sup>	3990	10)
1090	exempt	9991	6)	4010	exempt
2020/		9999	12.-- <sup>7)</sup>	4090	10)
2090	exempt	0603.1011/		5010	exempt
9090	exempt	1012	exempt	5090	10)
0305.2000	2)	1019	20.-- <sup>7)</sup>	9010	exempt
3010	3)	9010	12.-- <sup>7)</sup>	9090	10)
3090/		9090	200.-- <sup>7)</sup>	0714.1000	-.60 <sup>10)</sup>
4200	exempt	0702.0000	exempt <sup>8)</sup>	2000	10)
4910	3)	0703.1090	exempt	9000	-.60 <sup>10)</sup>
4990/		0704.9090	9)	0801.1000/	
5100	exempt	0708.1000/		3000	exempt
5910	3)	9000	exempt <sup>8)</sup>	0802.1100/	
5990/		0709.1000	exempt <sup>8)</sup>	1200	exempt
6300	exempt	3000	exempt <sup>8)</sup>	2100/	
6910	3)	6011	exempt	2200	10)

\*) Notes de bas de page, voir a la fin de l'annexe 1

1) RS 632.10 annexe

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
0802.5000	exempt	1006.1000/		1209.2100/	
9000	14)	3000	exempt	2900	exempt
0803.0000	15)	4000	24)	3000/	
0804.1000	exempt	1103.1400	4.--	9900	10)
2010	exempt	1106.2000	4.--	1211.1090	exempt
2020	10)	3000	25)	2090	exempt
3000	9.--10)	1108.1100/		9090	26)
4000/		1200	5.--10)	1212.1000	10)
5000	exempt	1300	3.--10)	2000	exempt
0805.3000	exempt	1400	4.--10)	3000	10)
4000/		1108.1910	3.--10)	9990	10)
9000	10)	1990/		1301.1000	exempt
0806.2000	exempt	2000	5.--10)	9010/	
0807.1000	7.50 <sup>10)</sup>	1201.0000	10)	9090	exempt
2000	exempt	1202.1000/		1302.1100/	
0810.1000	exempt <sup>8)</sup>	2000	-.08 <sup>10)</sup>	1900	exempt
9000	16)	1203.0000	-.08	2090/	
0811.9090	17)	1204.0000/		3900	exempt
0812.9000	18)	1206.0000	10)	1401.1000/	
0813.1000	18.--10)	1207.1000	-.08 <sup>10)</sup>	1404.1000	exempt
2090	10)	2000	10)	2010	-.05 <sup>10)</sup>
4091	19)	3000	-.08 <sup>10)</sup>	2090	10.--10)
4099	20)	4000	10)	9000	exempt
5011	21)	5000	exempt	1504.1000/	
5019	19)	6000/		3000	27)
0814.0000	exempt	9100	10)	1505.1000/	
0901.1100	22)	9200/		9000	exempt
1200/		9900	-.08 <sup>10)</sup>	1506.0000	28)
2200	55.--23)	1208.9000	4.--	1508.1000/	
0904.1100/		1209.1100/		1514.9000	27)
0910.9900	exempt	1900	10)		

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
1515.2100/ 9000	27)	1801.0000/ 1804.0000	exempt	2002.9010 9021	36) exempt
1516.1000/ 2000	27)	1805.0000 1806.1010/ 1020	7.--10)	2004.9012 9021	exempt 14.--
1518.0010 0091/ 0099	29) exempt	2091/ 9029	ex. + em ex. + em	9022 9023 2005.6090	exempt ex. + em 14.--
1519.1100 1200/ 2000	4.-- exempt	1901.1011/ 1022 2091/ 2099	ex. + em ex. + em	7010/ 7090 8000 2006.0010	exempt ex. + em exempt
1520.1000/ 9000	exempt	9091/ 9096	ex. + em	0090 2007.1000	37) 38)
1521.1010/ 9020	exempt	9099	28.--	9911	exempt
1522.0000	30)	1903.0000	32)	9919	39)
1602.2010	58.80	1904.1000	17.50	9921	exempt
1603.0000	exempt	9020	21.--10)	9929	37)
1604.1100/ 1605.9000	exempt	1905.1020/ 3019	ex. + em	2008.1190 1900	12.-- 40)
1701.1100 1200 9900	exempt exempt 31)	3022 4021/ 9012	ex. + em ex. + em	2000 9100 9200	15.--10) exempt 40)
1702.5000	exempt	9019	33)	9911	exempt
1704.1010/ 9031 9032 9041/ 9093	ex. + em exempt ex. + em	9020 9093/ 9095 2001.9011 9019 9021 9029	exempt ex. + em exempt 34) ex. + em 35)	9919 9992 9993 2009.3011 3019 4010 4020	41) 42) ex. + em 10) 43) 17.--10) 42.--10)

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
2009.5000	10)	2308.1000	10)	2902.2090	exempt
8010	10)	9090	10)	3090	exempt
8091/		2309.1020	7.50	4190	exempt
8092	44)	2401.1010	exempt	4290	exempt
9010	10)	2010	exempt	4390	exempt
9092	45)	3010	exempt	4490	exempt
9093	46)	2501.0010/		5000	exempt
2101.1010	150.--	2530.9000	exempt	6090	exempt
2010	exempt	2601.1100/		7090	exempt
2090	26.-- + em <sup>47)</sup>	2621.0000	exempt	9090	exempt
3000	35.-- <sup>10)</sup>	2701.1100/		2903.1100/	
2102.1090/		2706.0000	exempt	2904.9000	exempt
2000	exempt	2708.1000/		2905.1190	exempt
2103.1000/		2000	exempt	1290	exempt
2000	35.-- <sup>10)</sup>	2712.1000/		1300	exempt
3010/		2716.0000	exempt	1490	exempt
3090	exempt	2801.1000/		1590	exempt
9000	35.-- <sup>10)</sup>	2851.0000	exempt	1690	exempt
2104.1000	20.-- <sup>10)</sup>	2901.1019	exempt	1700	exempt
2106.9095	48)	1099	exempt	1990	exempt
2201.1000/		2190	exempt	2190	exempt
9000	exempt	2290	exempt	2290	exempt
2202.1000	5.60	2390	exempt	2990/	
9090	5.60	2419	exempt	4200	exempt
2301.1000/		2429	exempt	4300	ex. + em
2000	10)	2912	exempt	4400/	
2302.1000/		2919	exempt	5000	exempt
5000	exempt	2999	exempt	2906.1100/	
2304.0000/		2902.1190	exempt	2908.9090	exempt
2306.9000	exempt	1990	exempt	2909.1100	exempt

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
2909.1990	exempt	3506.1000/		3901.1000/	
2090	exempt	3507.9000	exempt	3926.9000	exempt
3090	exempt	3601.0000/		4001.1000/	
4100	exempt	3603.0000	exempt	4017.0090	exempt
4290	exempt	3604.1000/		4101.1000/	
4390	exempt	9000	exempt <sup>49)</sup>	4111.0000	exempt
4490	exempt	3605.0000/		4201.0000/	
4990	exempt	3606.9090	exempt	4206.9000	exempt
5090	exempt	3701.1000/		4301.1000/	
6090	exempt	3705.9000	exempt	4304.0000	exempt
2910.1000/		3707.1000/		4401.1010/	
2942.0000	exempt	9000	exempt	4421.9000	exempt
3001.1000/		3801.1000/		4501.1000/	
3006.6000	exempt	3810.9000	exempt	4504.9000	exempt
3101.0000	exempt	3811.1100/		4601.1000/	
3102.1000/		2900	exempt	4602.9000	exempt
9000	exempt	9090	exempt	4701.0000/	
3103.1000/		3812.1000/		4707.9000	exempt
3105.9000	exempt	3813.0000	exempt	4801.0000/	
3201.1000/		3814.0090	exempt	4823.9090	exempt
3215.9000	exempt	3815.1100/		4901.1000/	
3301.1100/		3816.0000	exempt	4911.9900	exempt
3307.9090	exempt	3817.1090	exempt	5001.0000	-.25 <sup>10)</sup>
3401.1100/		2090	exempt	5002.0000	-.50 <sup>10)</sup>
3407.0000	exempt	3818.0000/		5003.1000	-.15 <sup>10)</sup>
3503.0000/		3822.0000	exempt	9000	-.25 <sup>10)</sup>
3504.0000	exempt	3823.1000/		5004.0010	24.-- <sup>10)</sup>
3505.1000/		9020	exempt	0020	42.-- <sup>10)</sup>
2000	4.20 <sup>10)</sup>	3823.9090	exempt	0090	44.-- <sup>10)</sup>

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
5005.0011	28.-- <sup>10</sup> )	5107.1091	38.-- <sup>10</sup> )	5202.9100	1.-- <sup>10</sup> )
0019	58.50 <sup>10</sup> )	1092	44.-- <sup>10</sup> )	9900	-.55 <sup>10</sup> )
0090	2.50 <sup>10</sup> )	2011	24.-- <sup>10</sup> )	5203.0000	3.50 <sup>10</sup> )
5006.0000	167.50 <sup>10</sup> )	2012	30.-- <sup>10</sup> )	5204.1100	27.50 <sup>10</sup> )
5007.1000	240.-- <sup>10</sup> )	2091	38.-- <sup>10</sup> )	1900	27.50 <sup>10</sup> )
2010	240.-- <sup>10</sup> )	2092	44.-- <sup>10</sup> )	2000	52.50 <sup>10</sup> )
2020	320.-- <sup>10</sup> )	5108.1000/		5205.1110	9.-- <sup>10</sup> )
2030	400.-- <sup>10</sup> )	2000	40.-- <sup>10</sup> )	1190	21.-- <sup>10</sup> )
9010	240.-- <sup>10</sup> )	5109.1000/		1210	9.-- <sup>10</sup> )
9020	320.-- <sup>10</sup> )	9000	65.-- <sup>10</sup> )	1290	21.-- <sup>10</sup> )
9030	400.-- <sup>10</sup> )	5110.0010	11.50 <sup>10</sup> )	1310	11.50 <sup>10</sup> )
5101.1100/		0090	65.-- <sup>10</sup> )	1390	23.50 <sup>10</sup> )
3000	-.07 <sup>10</sup> )	5111.1100	198.-- <sup>10</sup> )	1410	11.50 <sup>10</sup> )
5102.1000/		1900	143.50 <sup>10</sup> )	1490	23.50 <sup>10</sup> )
2000	-.40 <sup>10</sup> )	2000/		1510	14.50 <sup>10</sup> )
5103.1000/		9000	172.-- <sup>10</sup> )	1590	26.50 <sup>10</sup> )
3000	-.50 <sup>10</sup> )	5112.1110	120.-- <sup>10</sup> )	2110	9.-- <sup>10</sup> )
5104.0000	2.50 <sup>10</sup> )	1190	198.-- <sup>10</sup> )	2190	21.-- <sup>10</sup> )
5105.1000/		1910	120.-- <sup>10</sup> )	2210	9.-- <sup>10</sup> )
4000	-.75 <sup>10</sup> )	1990	172.-- <sup>10</sup> )	2290	21.-- <sup>10</sup> )
5106.1011	16.50 <sup>10</sup> )	2010	120.-- <sup>10</sup> )	2310	11.50 <sup>10</sup> )
1012	21.50 <sup>10</sup> )	2090	172.-- <sup>10</sup> )	2390	23.50 <sup>10</sup> )
1091	24.-- <sup>10</sup> )	3010	120.-- <sup>10</sup> )	2410	11.50 <sup>10</sup> )
1092	30.-- <sup>10</sup> )	3090	172.-- <sup>10</sup> )	2490	23.50 <sup>10</sup> )
2011	16.50 <sup>10</sup> )	9010	120.-- <sup>10</sup> )	2510	14.50 <sup>10</sup> )
2012	21.50 <sup>10</sup> )	9090	172.-- <sup>10</sup> )	2590	26.50 <sup>10</sup> )
2091	24.-- <sup>10</sup> )	5113.0000	43.-- <sup>10</sup> )	3110	14.-- <sup>10</sup> )
2092	30.-- <sup>10</sup> )	5201.0010	10.-- <sup>10</sup> )	3190	26.-- <sup>10</sup> )
5107.1011	24.-- <sup>10</sup> )	0090	-.05 <sup>10</sup> )	3210	14.50 <sup>10</sup> )
1012	30.-- <sup>10</sup> )	5202.1000	-.55 <sup>10</sup> )	3290	26.50 <sup>10</sup> )

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
5205.3310	15.-- <sup>10</sup> )	5206.2210	9.-- <sup>10</sup> )	5208.1100	56.-- <sup>10</sup> )
3390	27.-- <sup>10</sup> )	2290	21.-- <sup>10</sup> )	1200	52.50 <sup>10</sup> )
3410	16.-- <sup>10</sup> )	2310	11.50 <sup>10</sup> )	1300	54.-- <sup>10</sup> )
3490	28.-- <sup>10</sup> )	2390	23.50 <sup>10</sup> )	1900	57.50 <sup>10</sup> )
3511	15.-- <sup>10</sup> )	2410	11.50 <sup>10</sup> )	2100	83.-- <sup>10</sup> )
3512	32.-- <sup>10</sup> )	2490	23.50 <sup>10</sup> )	2200	71.50 <sup>10</sup> )
3590	34.-- <sup>10</sup> )	2510	14.50 <sup>10</sup> )	2300	75.-- <sup>10</sup> )
4110	14.-- <sup>10</sup> )	2590	26.50 <sup>10</sup> )	2900	84.-- <sup>10</sup> )
4190	26.-- <sup>10</sup> )	3110	14.-- <sup>10</sup> )	3100	87.50 <sup>10</sup> )
4210	14.50 <sup>10</sup> )	3190	26.-- <sup>10</sup> )	3200	79.50 <sup>10</sup> )
4290	26.50 <sup>10</sup> )	3210	14.50 <sup>10</sup> )	3300	80.50 <sup>10</sup> )
4310	15.-- <sup>10</sup> )	3290	26.50 <sup>10</sup> )	3900	85.50 <sup>10</sup> )
4390	27.-- <sup>10</sup> )	3310	15.-- <sup>10</sup> )	4100	87.50 <sup>10</sup> )
4410	15.-- <sup>10</sup> )	3390	27.-- <sup>10</sup> )	4200	81.-- <sup>10</sup> )
4490	27.-- <sup>10</sup> )	3410	16.-- <sup>10</sup> )	4300	82.50 <sup>10</sup> )
4511	15.-- <sup>10</sup> )	3490	28.-- <sup>10</sup> )	4900	88.50 <sup>10</sup> )
4512	32.-- <sup>10</sup> )	3510	22.-- <sup>10</sup> )	5100	95.-- <sup>10</sup> )
4590	34.-- <sup>10</sup> )	3590	34.-- <sup>10</sup> )	5200	86.-- <sup>10</sup> )
5206.1110	9.-- <sup>10</sup> )	4110	14.-- <sup>10</sup> )	5300	86.50 <sup>10</sup> )
1190	21.-- <sup>10</sup> )	4190	26.-- <sup>10</sup> )	5900	89.-- <sup>10</sup> )
1210	9.-- <sup>10</sup> )	4210	14.50 <sup>10</sup> )	5209.1100	44.-- <sup>10</sup> )
1290	21.-- <sup>10</sup> )	4290	26.50 <sup>10</sup> )	1200	46.-- <sup>10</sup> )
1310	11.50 <sup>10</sup> )	4310	15.-- <sup>10</sup> )	1900	54.50 <sup>10</sup> )
1390	23.50 <sup>10</sup> )	4390	27.-- <sup>10</sup> )	2100	67.50 <sup>10</sup> )
1410	11.50 <sup>10</sup> )	4410	16.-- <sup>10</sup> )	2200	73.50 <sup>10</sup> )
1490	23.50 <sup>10</sup> )	4490	28.-- <sup>10</sup> )	2900	82.50 <sup>10</sup> )
1510	14.50 <sup>10</sup> )	4510	22.-- <sup>10</sup> )	3100	72.50 <sup>10</sup> )
1590	26.50 <sup>10</sup> )	4590	34.-- <sup>10</sup> )	3200	74.50 <sup>10</sup> )
2110	9.-- <sup>10</sup> )	5207.1000/		3900	82.50 <sup>10</sup> )
2190	21.-- <sup>10</sup> )	9000	52.50 <sup>10</sup> )	4100	72.50 <sup>10</sup> )

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
5209.4200	74.50 <sup>10)</sup>	5211.4100	72.50 <sup>10)</sup>	5309.1100	46.-- <sup>10)</sup>
4300	74.50 <sup>10)</sup>	4200	74.50 <sup>10)</sup>	1900	48.-- <sup>10)</sup>
4900	82.50 <sup>10)</sup>	4300	74.50 <sup>10)</sup>	2100	46.-- <sup>10)</sup>
5100	75.-- <sup>10)</sup>	4900	82.50 <sup>10)</sup>	2900	48.-- <sup>10)</sup>
5200	77.-- <sup>10)</sup>	5100	75.-- <sup>10)</sup>	5310.1000/	
5900	86.-- <sup>10)</sup>	5200	77.-- <sup>10)</sup>	9000	exempt
5210.1100	53.-- <sup>10)</sup>	5900	86.-- <sup>10)</sup>	5311.0000	46.50 <sup>10)</sup>
1200	54.-- <sup>10)</sup>	5212.1100	57.50 <sup>10)</sup>	5401.1000	95.-- <sup>10)</sup>
1900	57.50 <sup>10)</sup>	1200	84.-- <sup>10)</sup>	2000	34.-- <sup>10)</sup>
2100	73.-- <sup>10)</sup>	1300	85.50 <sup>10)</sup>	5402.1000/	
2200	75.-- <sup>10)</sup>	1400	88.50 <sup>10)</sup>	2000	43.50 <sup>10)</sup>
2900	84.-- <sup>10)</sup>	1500	89.-- <sup>10)</sup>	3100	75.-- <sup>10)</sup>
3100	80.-- <sup>10)</sup>	2100	54.50 <sup>10)</sup>	3200	65.-- <sup>10)</sup>
3200	80.50 <sup>10)</sup>	2200/		3300/	
3900	85.50 <sup>10)</sup>	2400	82.50 <sup>10)</sup>	3900	75.-- <sup>10)</sup>
4100	81.50 <sup>10)</sup>	2500	86.-- <sup>10)</sup>	4100/	
4200	82.50 <sup>10)</sup>	5301.1000/		5900	39.-- <sup>10)</sup>
4900	88.50 <sup>10)</sup>	3000	.-05 <sup>10)</sup>	6100/	
5100	86.-- <sup>10)</sup>	5302.1000/		6900	66.-- <sup>10)</sup>
5200	86.50 <sup>10)</sup>	5305.9900	exempt	5403.1000/	
5900	89.-- <sup>10)</sup>	5306.1010	8.50 <sup>10)</sup>	2010	29.-- <sup>10)</sup>
5211.1100	44.-- <sup>10)</sup>	1090	11.50 <sup>10)</sup>	2090	11.50 <sup>10)</sup>
1200	46.-- <sup>10)</sup>	2010	20.-- <sup>10)</sup>	3100/	
1900	54.50 <sup>10)</sup>	2090	28.-- <sup>10)</sup>	3200	27.-- <sup>10)</sup>
2100	67.50 <sup>10)</sup>	5307.1000/		3300/	
2200	73.50 <sup>10)</sup>	2000	exempt	3900	11.50 <sup>10)</sup>
2900	82.50 <sup>10)</sup>	5308.1000/		4100	36.-- <sup>10)</sup>
3100	72.50 <sup>10)</sup>	2000	exempt	4200/	
3200	74.50 <sup>10)</sup>	3000	13.-- <sup>10)</sup>	4900	12.-- <sup>10)</sup>
3900	82.50 <sup>10)</sup>	9000	13.-- <sup>10)</sup>		

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
5404.1000/ 9000	39.-- <sup>10</sup> )	5407.9400 5408.1000	267.50 <sup>10</sup> ) 163.-- <sup>10</sup> )	4100 4200	27.50 <sup>10</sup> ) 33.-- <sup>10</sup> )
5405.0000	21.-- <sup>10</sup> )	2100	120.-- <sup>10</sup> )	5110	27.50 <sup>10</sup> )
5406.1000 2000	100.-- <sup>10</sup> ) 80.-- <sup>10</sup> )	2200 2300	160.-- <sup>10</sup> ) 200.-- <sup>10</sup> )	5120 5210	33.-- <sup>10</sup> ) 27.50 <sup>10</sup> )
5407.1000/ 3000	191.50 <sup>10</sup> )	2400 3100	232.50 <sup>10</sup> ) 120.-- <sup>10</sup> )	5220 5310	33.-- <sup>10</sup> ) 27.50 <sup>10</sup> )
4100	160.-- <sup>10</sup> )	3200	160.-- <sup>10</sup> )	5320	33.-- <sup>10</sup> )
4200	200.-- <sup>10</sup> )	3300	200.-- <sup>10</sup> )	5910	27.50 <sup>10</sup> )
4300	240.-- <sup>10</sup> )	3400	232.50 <sup>10</sup> )	5920	33.-- <sup>10</sup> )
4400	267.50 <sup>10</sup> )	5501.1000/ 9000	13.-- <sup>10</sup> )	6110 6120	27.50 <sup>10</sup> ) 33.-- <sup>10</sup> )
5100	160.-- <sup>10</sup> )	5502.0000	2.50 <sup>10</sup> )	6210	27.50 <sup>10</sup> )
5200	200.-- <sup>10</sup> )	5503.1000/ 9000	8.-- <sup>10</sup> )	6220 6910	33.-- <sup>10</sup> ) 27.50 <sup>10</sup> )
5300	240.-- <sup>10</sup> )	5504.1000/ 9000	3.50 <sup>10</sup> )	6920	33.-- <sup>10</sup> )
5400	267.50 <sup>10</sup> )	5505.1000 2000	8.-- <sup>10</sup> ) 3.50 <sup>10</sup> )	9110 9120	27.50 <sup>10</sup> ) 33.-- <sup>10</sup> )
6010	160.-- <sup>10</sup> )	5506.1000/ 9000	18.-- <sup>10</sup> )	9210 9220	27.50 <sup>10</sup> ) 33.-- <sup>10</sup> )
6020	200.-- <sup>10</sup> )	5507.0000	8.50 <sup>10</sup> )	9910 9920	27.50 <sup>10</sup> ) 33.-- <sup>10</sup> )
6030	240.-- <sup>10</sup> )	5508.1000 2000	62.-- <sup>10</sup> ) 28.50 <sup>10</sup> )	5510.1100 1200	20.-- <sup>10</sup> ) 22.50 <sup>10</sup> )
6040	267.50 <sup>10</sup> )	5509.1100	27.50 <sup>10</sup> )	2010	20.-- <sup>10</sup> )
7100	160.-- <sup>10</sup> )	1200	33.-- <sup>10</sup> )	2020	22.50 <sup>10</sup> )
7200	200.-- <sup>10</sup> )	2100	27.50 <sup>10</sup> )	3010	20.-- <sup>10</sup> )
7300	240.-- <sup>10</sup> )	2200	33.-- <sup>10</sup> )	3020	22.50 <sup>10</sup> )
7400	267.50 <sup>10</sup> )	3100	27.50 <sup>10</sup> )	9010	20.-- <sup>10</sup> )
8100	160.-- <sup>10</sup> )	3200	33.-- <sup>10</sup> )	9020	22.50 <sup>10</sup> )
5407.8200	200.-- <sup>10</sup> )				
8300	240.-- <sup>10</sup> )				
8400	267.50 <sup>10</sup> )				
9100	160.-- <sup>10</sup> )				
9200	200.-- <sup>10</sup> )				
9300	240.-- <sup>10</sup> )				

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
5511.1000/ 2000 3000		5515.1140 1210 1220	127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup>	9220 9230 9240	120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup>
5512.1100 1910 1920 1930 2100 2910 2920 2930 9100 9910 9920 9930	98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup>	1230 1240 1310 1320 1330 1340 1910 1920 1930 1940 2110 2120	127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup>	9910 9920 9930 9940 5516.1100 1200 1300 1400 2100 2200 2300 2400	98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 55.-- <sup>(10)</sup> 105.-- <sup>(10)</sup> 107.-- <sup>(10)</sup> 110.-- <sup>(10)</sup> 55.-- <sup>(10)</sup> 105.-- <sup>(10)</sup> 107.-- <sup>(10)</sup> 110.-- <sup>(10)</sup>
5513.1100/ 1900 2100/ 2900 3100/ 4900		2130 2140 2210 2220 2230 2240	127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup>	3100 3200 3300 3400 4100 4200	55.-- <sup>(10)</sup> 105.-- <sup>(10)</sup> 107.-- <sup>(10)</sup> 110.-- <sup>(10)</sup> 55.-- <sup>(10)</sup> 105.-- <sup>(10)</sup>
5514.1100/ 1900 2100/ 2900 3100/ 4900		2910 2920 2930 2940 9110 9120	98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup>	4300 4400 9100 9200 9300 9400	107.-- <sup>(10)</sup> 110.-- <sup>(10)</sup> 55.-- <sup>(10)</sup> 105.-- <sup>(10)</sup> 107.-- <sup>(10)</sup> 110.-- <sup>(10)</sup>
5515.1110 1120 1130	98.-- <sup>(10)</sup> 120.-- <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup>	9130 9140 9210	127.50 <sup>(10)</sup> 127.50 <sup>(10)</sup> 98.-- <sup>(10)</sup>	5601.1000 2100/ 2900	12.-- <sup>(10)</sup> 12.50 <sup>(10)</sup>

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
5601.3000	4.50 <sup>10)</sup>	5702.4200	62.50 <sup>10)</sup>	5804.2900	221.50 <sup>10)</sup>
5602.1000	28.-- <sup>10)</sup>	4900	48.-- <sup>10)</sup>	3000	224.-- <sup>10)</sup>
2100	37.50 <sup>10)</sup>	5100	46.-- <sup>10)</sup>	5805.0000	125.-- <sup>10)</sup>
2900/		5200	46.-- <sup>10)</sup>	5806.1000	223.-- <sup>10)</sup>
9000	28.-- <sup>10)</sup>	5900	38.-- <sup>10)</sup>	2000	157.50 <sup>10)</sup>
5603.0000	13.50 <sup>10)</sup>	9100	46.-- <sup>10)</sup>	3100	96.-- <sup>10)</sup>
5604.1000	43.50 <sup>10)</sup>	9200	46.-- <sup>10)</sup>	3200	226.-- <sup>10)</sup>
2000	52.50 <sup>10)</sup>	9900	38.-- <sup>10)</sup>	3900	98.-- <sup>10)</sup>
9010	185.-- <sup>10)</sup>	5703.1000/		4000	214.50 <sup>10)</sup>
9090	43.50 <sup>10)</sup>	3000	60.-- <sup>10)</sup>	5807.1000	130.50 <sup>10)</sup>
5605.0000	71.50 <sup>10)</sup>	9000	48.-- <sup>10)</sup>	9000	152.-- <sup>10)</sup>
5606.0010	120.-- <sup>10)</sup>	5704.1000/		5808.1000	86.-- <sup>10)</sup>
0090	132.-- <sup>10)</sup>	9000	28.-- <sup>10)</sup>	9010	120.-- <sup>10)</sup>
5607.1010/		5705.0000	51)	9090	80.-- <sup>10)</sup>
3000	exempt	5801.1000	60.-- <sup>10)</sup>	5809.0000	120.-- <sup>10)</sup>
4100/		2100/		5810.1000	156.50 <sup>10)</sup>
5000	80.-- <sup>10)</sup>	2500	28.-- <sup>10)</sup>	9100	80.-- <sup>10)</sup>
9000	64 50 <sup>10)</sup>	2600	80. 10)	9210	162.50 <sup>10)</sup>
5608.1100	72.50 <sup>10)</sup>	3100/		9220	140.-- <sup>10)</sup>
1900	248.50 <sup>10)</sup>	3600	127.50 <sup>10)</sup>	9900	183.50 <sup>10)</sup>
9000	50)	9000	81.50 <sup>10)</sup>	5811.0000	97.-- <sup>10)</sup>
5609.0000	46.-- <sup>10)</sup>	5802.1100	40.-- <sup>10)</sup>	5901.1000/	
5701.1000/		1900	70.50 <sup>10)</sup>	9000	20.-- <sup>10)</sup>
9000	87.50 <sup>10)</sup>	2000	110.-- <sup>10)</sup>	5902.1000/	
5702.1000	46 -- <sup>10)</sup>	3000	85.-- <sup>10)</sup>	2000	82.50 <sup>10)</sup>
2000	exempt	5803.1000	71.50 <sup>10)</sup>	9000	48.-- <sup>10)</sup>
3100	62.50 <sup>10)</sup>	9000	151.50 <sup>10)</sup>	5903.1000/	
3200	62.50 <sup>10)</sup>	5804.1010	147 50 <sup>10)</sup>	9000	37.-- <sup>10)</sup>
3900	48.-- <sup>10)</sup>	1090	82.-- <sup>10)</sup>	5904.1000/	
4100	62.50 <sup>10)</sup>	2100	300.-- <sup>10)</sup>	9200	10.-- <sup>10)</sup>

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
5905.0000	107.-- <sup>(10)</sup>	6002.9900	262.50 <sup>(10)</sup>	6104.2200	112.50 <sup>(10)</sup>
5906.1000	24.-- <sup>(10)</sup>	6101.1000	300.-- <sup>(10)</sup>	2300	300.-- <sup>(10)</sup>
9100	102.-- <sup>(10)</sup>	2000	112.50 <sup>(10)</sup>	2900	322.50 <sup>(10)</sup>
9900	24.-- <sup>(10)</sup>	3000	300.-- <sup>(10)</sup>	3100	300.-- <sup>(10)</sup>
5907.0000	30.-- <sup>(10)</sup>	9000	390.-- <sup>(10)</sup>	3200	112.50 <sup>(10)</sup>
5908.0000	38.50 <sup>(10)</sup>	6102.1000	300.-- <sup>(10)</sup>	3300	300.-- <sup>(10)</sup>
5909.0000	32.-- <sup>(10)</sup>	2000	112.50 <sup>(10)</sup>	3900	322.50 <sup>(10)</sup>
5910.0000	100.-- <sup>(10)</sup>	3000	300.-- <sup>(10)</sup>	4100	300.-- <sup>(10)</sup>
5911.1000	14.-- <sup>(10)</sup>	9000	390.-- <sup>(10)</sup>	4200	112.50 <sup>(10)</sup>
2000	46.50 <sup>(10)</sup>	6103.1100/		4300	300.-- <sup>(10)</sup>
3100/		1200	300.-- <sup>(10)</sup>	4400	300.-- <sup>(10)</sup>
3200	37.50 <sup>(10)</sup>	1910	112.50 <sup>(10)</sup>	4900	390.-- <sup>(10)</sup>
4000	38.50 <sup>(10)</sup>	1990	322.50 <sup>(10)</sup>	5100	300.-- <sup>(10)</sup>
9000	30.-- <sup>(10)</sup>	2100	300.-- <sup>(10)</sup>	5200	112.50 <sup>(10)</sup>
6001.1000	137.-- <sup>(10)</sup>	2200	112.50 <sup>(10)</sup>	5300	300.-- <sup>(10)</sup>
2100	67.-- <sup>(10)</sup>	2300	300.-- <sup>(10)</sup>	5900	322.50 <sup>(10)</sup>
2200	195.-- <sup>(10)</sup>	2900	322.50 <sup>(10)</sup>	6100	300.-- <sup>(10)</sup>
2900	74.-- <sup>(10)</sup>	3100	300.-- <sup>(10)</sup>	6200	112.50 <sup>(10)</sup>
9100	67.-- <sup>(10)</sup>	3200	112.50 <sup>(10)</sup>	6300	300.-- <sup>(10)</sup>
9200	195.-- <sup>(10)</sup>	3300	300.-- <sup>(10)</sup>	6900	322.50 <sup>(10)</sup>
9900	74.-- <sup>(10)</sup>	3900	322.50 <sup>(10)</sup>	6105.1000	87.50 <sup>(10)</sup>
6002.1000/		4100	300.-- <sup>(10)</sup>	2000	292.50 <sup>(10)</sup>
3000	137.-- <sup>(10)</sup>	4200	112.50 <sup>(10)</sup>	9000	257.50 <sup>(10)</sup>
4100	154.50 <sup>(10)</sup>	4300	300.-- <sup>(10)</sup>	6106.1000	112.50 <sup>(10)</sup>
4200	64.-- <sup>(10)</sup>	4900	322.50 <sup>(10)</sup>	2000	300.-- <sup>(10)</sup>
4300	196.-- <sup>(10)</sup>	6104.1100	300.-- <sup>(10)</sup>	9000	302.50 <sup>(10)</sup>
4900	262.50 <sup>(10)</sup>	1200	112.50 <sup>(10)</sup>	6107.1100	87.50 <sup>(10)</sup>
9100	154.50 <sup>(10)</sup>	1300	300.-- <sup>(10)</sup>	1200	292.50 <sup>(10)</sup>
9200	64.-- <sup>(10)</sup>	1900	322.50 <sup>(10)</sup>	1900	257.50 <sup>(10)</sup>
9300	196.-- <sup>(10)</sup>	2100	300.-- <sup>(10)</sup>	2100	87.50 <sup>(10)</sup>

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
6107.2200	292.50 <sup>10)</sup>	6112.1900	302.50 <sup>10)</sup>	6117.1090	300.-- <sup>10)</sup>
2900	257.50 <sup>10)</sup>	2010	112.50 <sup>10)</sup>	2010	112.50 <sup>10)</sup>
9100	112.50 <sup>10)</sup>	2090	300.-- <sup>10)</sup>	2090	300.-- <sup>10)</sup>
9200	300.-- <sup>10)</sup>	3100	300.-- <sup>10)</sup>	8010	112.50 <sup>10)</sup>
9900	302.50 <sup>10)</sup>	3910	112.50 <sup>10)</sup>	8090	300.-- <sup>10)</sup>
6108.1100	292.50 <sup>10)</sup>	3990	300.-- <sup>10)</sup>	9010	112.50 <sup>10)</sup>
1910	440.-- <sup>10)</sup>	4100	300.-- <sup>10)</sup>	9090	300.-- <sup>10)</sup>
1990	87.50 <sup>10)</sup>	4910	112.50 <sup>10)</sup>	6201.1100	240.-- <sup>10)</sup>
2100	87.50 <sup>10)</sup>	4990	300.-- <sup>10)</sup>	1200	132.50 <sup>10)</sup>
2200	292.50 <sup>10)</sup>	6113.0000	112.50 <sup>10)</sup>	1300	497.50 <sup>10)</sup>
2900	257.50 <sup>10)</sup>	6114.1000	300.-- <sup>10)</sup>	1910	132.50 <sup>10)</sup>
3100	87.50 <sup>10)</sup>	2000	112.50 <sup>10)</sup>	1990	427.50 <sup>10)</sup>
3200	292.50 <sup>10)</sup>	3000	300.-- <sup>10)</sup>	9100	240.-- <sup>10)</sup>
3900	257.50 <sup>10)</sup>	9000	390.-- <sup>10)</sup>	9200	132.50 <sup>10)</sup>
9100	112.50 <sup>10)</sup>	6115.1100	295.-- <sup>10)</sup>	9300	497.50 <sup>10)</sup>
9200	300.-- <sup>10)</sup>	1200	295.-- <sup>10)</sup>	9910	132.50 <sup>10)</sup>
9900	302.50 <sup>10)</sup>	1910	87.50 <sup>10)</sup>	9990	427.50 <sup>10)</sup>
6109.1000	102.50 <sup>10)</sup>	1990	200.-- <sup>10)</sup>	6202.1100	322.50 <sup>10)</sup>
9000	275.-- <sup>10)</sup>	2000	392.50 <sup>10)</sup>	1210	165.-- <sup>10)</sup>
6110.1000	300.-- <sup>10)</sup>	9100	235.-- <sup>10)</sup>	1290	230.-- <sup>10)</sup>
2000	112.50 <sup>10)</sup>	9200	107.50 <sup>10)</sup>	1300	575.-- <sup>10)</sup>
3000	300.-- <sup>10)</sup>	9310	395.-- <sup>10)</sup>	1911	165.-- <sup>10)</sup>
9010	112.50 <sup>10)</sup>	9320	320.-- <sup>10)</sup>	1919	230.-- <sup>10)</sup>
9090	390.-- <sup>10)</sup>	9900	120.-- <sup>10)</sup>	1990	930.-- <sup>10)</sup>
6111.1000	242.50 <sup>10)</sup>	6116.1000	82.50 <sup>10)</sup>	9100	322.50 <sup>10)</sup>
2000	102.50 <sup>10)</sup>	9100	280.-- <sup>10)</sup>	9210	165.-- <sup>10)</sup>
3000	300.-- <sup>10)</sup>	9200	200.-- <sup>10)</sup>	9290	230.-- <sup>10)</sup>
9000	270.-- <sup>10)</sup>	9300	520.-- <sup>10)</sup>	9300	575.-- <sup>10)</sup>
6112.1100	112.50 <sup>10)</sup>	9900	217.50 <sup>10)</sup>	9911	165.-- <sup>10)</sup>
1200	300.-- <sup>10)</sup>	6117.1010	112.50 <sup>10)</sup>	9919	230.-- <sup>10)</sup>

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
6202.9990	930.-- <sup>(10)</sup>	6204.1999	752.50 <sup>(10)</sup>	6204.4410	447.50 <sup>(10)</sup>
6203.1100	240.-- <sup>(10)</sup>	2110	320.-- <sup>(10)</sup>	4490	487.50 <sup>(10)</sup>
1200	500.-- <sup>(10)</sup>	2190	360.-- <sup>(10)</sup>	4911	225.-- <sup>(10)</sup>
1910	132.50 <sup>(10)</sup>	2211	160.-- <sup>(10)</sup>	4919	265.-- <sup>(10)</sup>
1990	397.50 <sup>(10)</sup>	2219	225.-- <sup>(10)</sup>	4991	907.50 <sup>(10)</sup>
2100	240.-- <sup>(10)</sup>	2290	265.-- <sup>(10)</sup>	4999	947.50 <sup>(10)</sup>
2200	132.50 <sup>(10)</sup>	2310	587.50 <sup>(10)</sup>	5100	322.50 <sup>(10)</sup>
2300	500.-- <sup>(10)</sup>	2390	627.50 <sup>(10)</sup>	5210	165.-- <sup>(10)</sup>
2910	132.50 <sup>(10)</sup>	2911	225.-- <sup>(10)</sup>	5290	230.-- <sup>(10)</sup>
2990	397.50 <sup>(10)</sup>	2919	265.-- <sup>(10)</sup>	5300	597.50 <sup>(10)</sup>
3100	240.-- <sup>(10)</sup>	2991	712.50 <sup>(10)</sup>	5910	965.-- <sup>(10)</sup>
3200	132.50 <sup>(10)</sup>	2999	752.50 <sup>(10)</sup>	5920	230.-- <sup>(10)</sup>
3300	500.-- <sup>(10)</sup>	3110	320.-- <sup>(10)</sup>	5990	300.-- <sup>(10)</sup>
3910	132.50 <sup>(10)</sup>	3190	360.-- <sup>(10)</sup>	6100	322.50 <sup>(10)</sup>
3990	397.50 <sup>(10)</sup>	3211	160.-- <sup>(10)</sup>	6210	165.-- <sup>(10)</sup>
4100	240.-- <sup>(10)</sup>	3219	225.-- <sup>(10)</sup>	6290	230.-- <sup>(10)</sup>
4200	132.50 <sup>(10)</sup>	3290	265.-- <sup>(10)</sup>	6300	597.50 <sup>(10)</sup>
4300	500.-- <sup>(10)</sup>	3310	587.50 <sup>(10)</sup>	6910	965.-- <sup>(10)</sup>
4910	132.50 <sup>(10)</sup>	3390	627.50 <sup>(10)</sup>	6920	230.-- <sup>(10)</sup>
4990	397.50 <sup>(10)</sup>	3911	225.-- <sup>(10)</sup>	6990	300.-- <sup>(10)</sup>
6204.1110	320.-- <sup>(10)</sup>	3919	265.-- <sup>(10)</sup>	6205.1000	215.-- <sup>(10)</sup>
1190	360.-- <sup>(10)</sup>	3991	712.50 <sup>(10)</sup>	2000	140.-- <sup>(10)</sup>
1211	160.-- <sup>(10)</sup>	3999	752.50 <sup>(10)</sup>	3000	360.-- <sup>(10)</sup>
1219	225.-- <sup>(10)</sup>	4110	320.-- <sup>(10)</sup>	9010	140.-- <sup>(10)</sup>
1290	265.-- <sup>(10)</sup>	4190	360.-- <sup>(10)</sup>	9090	432.50 <sup>(10)</sup>
1310	587.50 <sup>(10)</sup>	4211	160.-- <sup>(10)</sup>	6206.1010	960.-- <sup>(10)</sup>
1390	627.50 <sup>(10)</sup>	4219	225.-- <sup>(10)</sup>	1090	1000.-- <sup>(10)</sup>
1911	225.-- <sup>(10)</sup>	4290	265.-- <sup>(10)</sup>	2010	320.-- <sup>(10)</sup>
1919	265.-- <sup>(10)</sup>	4310	587.50 <sup>(10)</sup>	2090	360.-- <sup>(10)</sup>
1991	712.50 <sup>(10)</sup>	4390	627.50 <sup>(10)</sup>	3011	160.-- <sup>(10)</sup>

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
6206.3019	225.-- <sup>10)</sup>	6208.9290	492.50 <sup>10)</sup>	6211.4990	960.-- <sup>10)</sup>
3090	265.-- <sup>10)</sup>	9910	382.50 <sup>10)</sup>	6212.1000	235.-- <sup>10)</sup>
4010	567.50 <sup>10)</sup>	9990	442.50 <sup>10)</sup>	2000	237.50 <sup>10)</sup>
4090	607.50 <sup>10)</sup>	6209.1000	290.-- <sup>10)</sup>	3000	237.50 <sup>10)</sup>
9011	160.-- <sup>10)</sup>	2000	170.-- <sup>10)</sup>	9010	120.-- <sup>10)</sup>
9019	225.-- <sup>10)</sup>	3000	595.-- <sup>10)</sup>	9090	240.-- <sup>10)</sup>
9090	265.-- <sup>10)</sup>	9010	162.50 <sup>10)</sup>	6213.1010	400.-- <sup>10)</sup>
6207.1100	140.-- <sup>10)</sup>	9090	755.-- <sup>10)</sup>	1090	412.50 <sup>10)</sup>
1900	360.-- <sup>10)</sup>	6210.1000	432.50 <sup>10)</sup>	2010	120.-- <sup>10)</sup>
2100	140.-- <sup>10)</sup>	2000	132.50 <sup>10)</sup>	2090	132.50 <sup>10)</sup>
2200	360.-- <sup>10)</sup>	3010	165.-- <sup>10)</sup>	9010	237.50 <sup>10)</sup>
2900	380.-- <sup>10)</sup>	3090	230.-- <sup>10)</sup>	9090	250.-- <sup>10)</sup>
9100	135.-- <sup>10)</sup>	4000	132.50 <sup>10)</sup>	6214.1000	442.50 <sup>10)</sup>
9210	295.-- <sup>10)</sup>	5010	165.-- <sup>10)</sup>	2000	230.-- <sup>10)</sup>
9220	495.-- <sup>10)</sup>	5090	230.-- <sup>10)</sup>	3000	405.-- <sup>10)</sup>
9900	250.-- <sup>10)</sup>	6211.1110	132.50 <sup>10)</sup>	4000	252.50 <sup>10)</sup>
6208.1110	380.-- <sup>10)</sup>	1190	440.-- <sup>10)</sup>	9000	162.50 <sup>10)</sup>
1190	460.-- <sup>10)</sup>	1210	227.50 <sup>10)</sup>	6215.1000	560.-- <sup>10)</sup>
1910	200.-- <sup>10)</sup>	1290	490.-- <sup>10)</sup>	2000	535.-- <sup>10)</sup>
1990	280.-- <sup>10)</sup>	2010	197.50 <sup>10)</sup>	9000	280.-- <sup>10)</sup>
2110	145.-- <sup>10)</sup>	2090	565.-- <sup>10)</sup>	6216.0010	400.-- <sup>10)</sup>
2190	225.-- <sup>10)</sup>	3100	240.-- <sup>10)</sup>	0090	65.-- <sup>10)</sup>
2210	380.-- <sup>10)</sup>	3200	132.50 <sup>10)</sup>	6217.1010	62.50 <sup>10)</sup>
2290	460.-- <sup>10)</sup>	3300	497.50 <sup>10)</sup>	1090	160.-- <sup>10)</sup>
2910	800.-- <sup>10)</sup>	3900	427.50 <sup>10)</sup>	9010	62.50 <sup>10)</sup>
2990	880.-- <sup>10)</sup>	4100	322.50 <sup>10)</sup>	9090	160.-- <sup>10)</sup>
9111	160.-- <sup>10)</sup>	4210	165.-- <sup>10)</sup>	6301.1010	112.50 <sup>10)</sup>
9119	225.-- <sup>10)</sup>	4290	230.-- <sup>10)</sup>	1090	215.-- <sup>10)</sup>
9190	285.-- <sup>10)</sup>	4300	575.-- <sup>10)</sup>	2000	150.-- <sup>10)</sup>
9210	432.50 <sup>10)</sup>	4910	177.50 <sup>10)</sup>	3000	112.50 <sup>10)</sup>

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
6301.4000	272.50 <sup>(10)</sup>	6302.9190	100.-- <sup>(10)</sup>	6304.9310	280.-- <sup>(10)</sup>
9000	130.-- <sup>(10)</sup>	9210	80.-- <sup>(10)</sup>	9390	320.-- <sup>(10)</sup>
6302.1010	112.50 <sup>(10)</sup>	9290	165 -- <sup>(10)</sup>	9910	237.50 <sup>(10)</sup>
1090	300.-- <sup>(10)</sup>	9300	290.-- <sup>(10)</sup>	9990	305.-- <sup>(10)</sup>
2100	95.-- <sup>(10)</sup>	9910	112.50 <sup>(10)</sup>	6305.1000	exempt
2200	292.50 <sup>(10)</sup>	9990	300.-- <sup>(10)</sup>	2000	110.-- <sup>(10)</sup>
2900	227.50 <sup>(10)</sup>	6303.1110/		3100	300.-- <sup>(10)</sup>
3110	90.-- <sup>(10)</sup>	1190	112.50 <sup>(10)</sup>	3900	300.-- <sup>(10)</sup>
3190	160.-- <sup>(10)</sup>	1210/		9000	150.-- <sup>(10)</sup>
3210	280.-- <sup>(10)</sup>	1290	300.-- <sup>(10)</sup>	6306.1100/	
3290	320.-- <sup>(10)</sup>	1911/		9900	65.-- <sup>(10)</sup>
3911	95.-- <sup>(10)</sup>	1919	112.50 <sup>(10)</sup>	6307.1010	55.-- <sup>(10)</sup>
3919	230.-- <sup>(10)</sup>	1991/		1090	257.50 <sup>(10)</sup>
3991	135.-- <sup>(10)</sup>	1999	295.-- <sup>(10)</sup>	2010	100.-- <sup>(10)</sup>
3999	300.-- <sup>(10)</sup>	9110	92.50 <sup>(10)</sup>	2090	280.-- <sup>(10)</sup>
4010	112.50 <sup>(10)</sup>	9120	140.-- <sup>(10)</sup>	9010	65.-- <sup>(10)</sup>
4090	300.-- <sup>(10)</sup>	9190	160.-- <sup>(10)</sup>	9090	197.50 <sup>(10)</sup>
5110	92.50 <sup>(10)</sup>	9210	280.-- <sup>(10)</sup>	6308.0000	92.50 <sup>(10)</sup>
5120	140.-- <sup>(10)</sup>	9220	320.-- <sup>(10)</sup>	6309.0000	132.50 <sup>(10)</sup>
5190	160.-- <sup>(10)</sup>	9290	320.-- <sup>(10)</sup>	6310.1000	-.02 <sup>(10)</sup>
5210	95.-- <sup>(10)</sup>	9910	237.50 <sup>(10)</sup>	9000	-.02 <sup>(10)</sup>
5220	240.-- <sup>(10)</sup>	9920	285.-- <sup>(10)</sup>	6401.1000/	
5290	230.-- <sup>(10)</sup>	9990	297.50 <sup>(10)</sup>	9900	exempt
5310	280.-- <sup>(10)</sup>	6304.1110	112.50 <sup>(10)</sup>	6402.1100/	
5320	320.-- <sup>(10)</sup>	1190	300.-- <sup>(10)</sup>	9900	exempt
5390	320.-- <sup>(10)</sup>	1900	137.50 <sup>(10)</sup>	6403.1100	75.-- <sup>(10)</sup> 52)
5900	227.50 <sup>(10)</sup>	9110	112.50 <sup>(10)</sup>	1900	136.50 <sup>(10)</sup> 52)
6010	87.50 <sup>(10)</sup>	9190	300.-- <sup>(10)</sup>	2000	150.-- <sup>(10)</sup> 52)
6090	160.-- <sup>(10)</sup>	9210	92.50 <sup>(10)</sup>	3000	97.-- <sup>(10)</sup> 52)
9110	80.-- <sup>(10)</sup>	9290	160.-- <sup>(10)</sup>	4000	97.-- <sup>(10)</sup> 52)

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut		Fr. par 100 kg brut
6403.5100	100.--10) 52)	7001.0000/		8101.1000/	
5910	120.--10) 52)	7020.0000	exempt	8113.0090	exempt
5991	75.--10) 52)	7101.1000/		8201.1000/	
5992	100.--10) 52)	7118.9030	exempt	8215.9900	exempt
5993	150.--10) 52)	7201.1000/		8301.1000/	
9100	100.--10) 52)	7229.9022	exempt	8311.9000	exempt
9910	120.--10) 52)	7301.1000/		8401.1000/	
9991	75.--10) 52)	7326.9034	exempt	8406.9020	exempt
9992	100.--10) 52)	7401.1000/		8407.1000/	
9993	150.--10) 52)	7406.2000	exempt	3200	exempt
6404.1100/		7407.1011/		3320/	
2000	100.--10) 52)	7411.2920	exempt 54)	3390	exempt
6405.1000/		7412.1010/		3420/	
2000	exempt	7419.9929	exempt	9093	exempt
9010	100.--10) 52)	7501.1000/		8408.1010/	
9090	exempt	7508.0020	11.--10)	1020	exempt
6406.1000/		7601.1000/		2020/	
9990	exempt	7602.0000	exempt	9093	exempt
6501.0000/		7603.1000/	exempt 55)	8409.1000/	
6507.0000	exempt	2000	exempt	9111	exempt
6601.1000	50.--53)	7604.1000		9113/	
9100/		2100	exempt 55)	9911	exempt
9900	85.50 53)	2900/		9913/	
6602.0000/		7606.9200	exempt	9990	exempt
6603.9000	exempt	7607.1100/		8410.1100/	
6701.0000/		7616.9090	exempt	8485.9092	exempt
6704.9000	exempt	7801.1000/		8501.1010/	
6801.0000/		7806.0020	exempt	8505.9020	exempt
6815.9900	exempt	7901.1100/		8506.1100/	
6901.0000/		7907.9020	exempt	9000	37.50 10)
6914.9099	exempt	8001.1000/		8507.1000/	
		8007.0020	exempt	8548.0030	exempt

No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit	No du tarif	Taux du droit
	Fr. par 100 kg brut		Fr. par pièce		Fr par 100 kg brut
8601.1000/ 8609.0000	exempt	9108.1100/ 9900	exempt <sup>56)</sup>	9301.0000/ 9307.0000	exempt
8701.1000/ 9000	exempt		par 100 kg brut	9401.1010/ 9404.9000	exempt
8705.1010/ 9090	exempt	9109.1100/ 9110.9000	exempt <sup>56)</sup>	9405.1000/ 9911	exempt
8709.1100/ 8716.9099	exempt		par pièce	9912	160.-- <sup>10)</sup>
8801.1000/ 8805.2000	exempt	9111.1000/ 9010	exempt <sup>56)</sup>	9919/ 9990	exempt
8901.1000/ 8908.0000	exempt		par 100 kg brut	9406.0010/ 0090	exempt
9001.1000/ 9033.0000	exempt	9090	exempt <sup>56)</sup>	9501.0000/ 9508.0000	exempt
	par pièce	9112.1000/ 9000	exempt <sup>56)</sup>	9601.1000/ 9618.0090	exempt
9101.1100/ 9104.0000	exempt <sup>56)</sup>	9113.1000/ 9000	exempt	9701.1000/ 9706.0000	exempt
	par 100 kg brut	9114.1010/ 9000	exempt <sup>56)</sup>		
9105.1100/ 9107.0000	exempt <sup>56)</sup>	9201.1000/ 9209.9900	exempt		

## Notes de bas de page

1) ex 0106.0090:	marchandises de ce numéro, à l'exception des lapins.	exempt
2) ex 0305.2000:	de pays en développement selon annexe 2, partie 2, ainsi de poissons de mer, anguilles et saumons	exempt
3) de pays en développement selon annexe 2, partie 2, ainsi que anguilles et saumons		exempt
4) em = élément mobile		
5) de pays en développement selon annexe 2, partie 2		Fr. -.10
6) 0602.9991:	- plantes d'ornementation	exempt
	- autres:	
	- de pays en développement selon annexe 2, partie 2	Fr. 9.--
	- d'autres pays en développement	Fr. 14.--
7) de pays en développement selon annexe 2, partie 2:		
	0602.9999 = Fr. 7.50, 0603.1019 = Fr. 12.50, 0603.9010 = Fr. 7.50, 0603.9090 = Fr. 125.--	
8) importés du 1er novembre au 31 mars		
9) ex 0704.9090:	brocolis importés du 1er novembre au 31 mars	exempt
10) de pays en développement selon annexe 2, partie 2		exempt
11) 0712.2000/3000:	- de Chine	Fr. 10.--
	- d'autres pays en développement	exempt
12) ex 0712.9010:	aulx et tomates, non mélangés:	
	- de Chine	Fr. 10.--
	- d'autres pays en développement	exempt
13) ex 0712.9090:	aulx et tomates, non mélangés:	
	- de Chine	Fr. 20.--
	- d'autres pays en développement	exempt
14) ex 0802.9000:	fruits tropicaux	Fr. 11.--
15) de pays en développement selon annexe 2, partie 2		Fr. 10.--
16) ex 0810.9000:	fruits de la passion, litchis et jackfruits	exempt
17) ex 0811.9090:	fruits tropicaux, fruits de la passion, litchis et jackfruits	exempt
18) ex 0812.9000:	fruits tropicaux	exempt
19) 0813.4091,	- fruits tropicaux:	
5019:	- de pays en développement selon annexe 2, partie 2	exempt
	- d'autres pays en développement	Fr. 10.--
	- autres, de pays en développement selon annexe 2, partie 2	exempt
20) 0813.4099:	- fruits tropicaux:	
	- de pays en développement selon annexe 2, partie 2	exempt
	- d'autres pays en développement	Fr. 32 --
	- autres, de pays en développement selon annexe 2, partie 2	exempt
21) 0813.5011:	- fruits tropicaux:	
	- de pays en développement selon annexe 2, partie 2	exempt
	- d'autres pays en développement	Fr. 5.--
	- autres, de pays en développement selon annexe 2, partie 2	exempt
22) de pays en développement selon annexe 2, partie 2		Fr. 25. --
23) de pays en développement selon annexe 2, partie 2		Fr. 31.50
24) ex 1006.4000:	non dénaturé	exempt
25) ex 1106.3000:	farine de bananes	exempt
26) 1211.9090:	- basilic, bourrache, romarin et sauge, de pays en dévelop- pement selon annexe 2, partie 2	exempt
	- autres marchandises de ce numéro	exempt

27) ex 1504.1000/3000, ex 1508.1000/1514.9000, ex 1515.2100/9000, ex 1516.1000/2000, ex 1518.0010:	merchandises de ces numéros, à usages techniques .....	exempt
28) ex 1506.0000:	huile de pied de boeuf, graisse d'os et huile d'os, pour usages techniques .....	exempt
29) 1518.0010:	- marchandises de ces numéros, pour usages techniques - autres .....	exempt Fr. 10.-- exempt
30) ex 1522.0000:	dégras .....	exempt
31) ex 1701.9900:	sucres cristallisés, non travaillés .....	exempt
32) ex 1903.0000:	merchandises de ce numéro, à l'exclusion de celles fabriquées à partir d'amidon de pommes de terre .....	exempt
33) ex 1905.9019:	chapelure .....	exempt + em
34) 2001.9019:	- fruits de la passion, litchis et jackfruits .....	exempt
	- autres marchandises de ce numéro, de pays en développement selon annexe 2, partie 2 .....	exempt
35) ex 2001.9029:	câpres .....	exempt
36) ex 2002.9010:	pulpes, purées et concentrés de tomate, en récipients hermétiquement fermés, d'une teneur en extrait sec de 25 % en poids ou plus, composés de tomates et d'eau, même additionnés de sel ou d'autres matières de conservation ou d'assaisonnement; pulpes, purées et concentrés de tomates en récipients non hermétiquement fermés .....	Fr. 9 10
37) ex 2006 0090 et ex 2007.9929:	- ananas: - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 .....	exempt Fr. 34.-- exempt
	- d'autres pays en développement .....	
	- fruits de la passion, litchis et jackfruits .....	
38) ex 2007.1000:	- ananas: - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 .....	exempt Fr. 34.-- exempt
	- d'autres pays en développement .....	
	- fruits tropicaux ainsi que fruits de la passion, litchis et jackfruits .....	exempt
39) ex 2007.9919:	fruits de la passion, litchis et jackfruits .....	exempt
40) ex 2008.1900, ex 2008 9200:	fruits tropicaux .....	exempt
41) ex 2008.9919:	- bananes: - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 .....	exempt Fr. 19.-- exempt
	- d'autres pays en développement .....	
	- fruits de la passion, litchis et jackfruits .....	
42) ex 2008.9992:	fruits tropicaux ainsi que fruits de la passion, litchis et jackfruits .....	exempt
43) ex 2009.3019:	jus de citron clarifié, pour usages techniques, de pays en développement selon annexe 2, partie 2 .....	exempt
44) ex 2009.8091/8092:	de fruits tropicaux ainsi que de fruits de la passion, litchis, jackfruits et dattes .....	exempt
45) ex 2009.9092:	- à base d'ananas: - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 .....	exempt Fr. 17 --
	- d'autres pays en développement .....	
	- à base de fruits tropicaux ainsi que de fruits de la passion, litchis, jackfruits et dattes .....	exempt
46) ex 2009.9093:	- à base d'ananas: - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 .....	exempt Fr. 42 --
	- d'autres pays en développement .....	
	- à base de fruits tropicaux ainsi que de fruits de la passion, litchis, jackfruits et dattes .....	exempt

- 47) de pays en développement selon annexe 2, partie 2 ..... exempt + em
- 48) ex 2106.9095: Angostura Aromatic Bitter ..... exempt + em
- 49) marchandises de Chine: Fr. 32.20
- 50) ex 5608.9000: - en jute: .....  
 - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 ..... exempt  
 - d'autres pays en développement ..... Fr. 45.50  
 - autres: .....  
 - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 ..... exempt  
 - d'autres pays en développement ..... Fr. 91.--
- 51) 5705.0000: - en fibres de coco: .....  
 - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 ..... exempt  
 - d'autres pays en développement ..... Fr. 27.25  
 - autres: .....  
 - de pays en développement selon annexe 2, partie 2 ..... exempt  
 - d'autres pays en développement ..... Fr. 54.50
- 52) marchandises de Yougoslavie:  
 6403.1100 = Fr. 105.--, 6403.1900 = Fr. 191 10, 6403.2000 = Fr. 210.--,  
 6403.3000/4000 = Fr. 135.80, 6403.5100 = Fr. 140.--, 6403.5910 = Fr. 168.--,  
 6403.5991 = Fr. 105.--, 6403.5992 = Fr. 140.--, 6403.5993 = Fr. 210.--,  
 6403.9100 = Fr. 140.--, 6403.9910 = Fr. 168.--, 6403.9991 = Fr. 105.--,  
 6403.9992 = Fr. 140.--, 6403.9993 = Fr. 210.--, 6404.1100/2000 = Fr. 140.--,  
 6405.9010 = Fr. 140.--
- 53) marchandises de Macao.  
 6601.1000 = Fr. 70.--, 6601.9100/9900 = Fr. 119.70
- de pays en développement selon annexe 2, partie 2 ..... exempt
- 54) marchandises de Yougoslavie:  
 7407.1011 = Fr. 4.--, 7407.1012 = Fr. 4.75, 7407.1091 = Fr. 1.50,  
 7407.1092 = Fr. 2.75, 7407.1093 = Fr. 4.--, 7407.1094 = Fr. 3.25,  
 7407.1095 = Fr. 5.--, 7407.2111 = Fr. 4.--, 7407.2112 = Fr. 4.75,  
 7407.2191 = Fr. 2.75, 7407.2192 = Fr. 2.75, 7407.2193 = Fr. 4.75,  
 7407.2194 = Fr. 3.25, 7407.2195 = Fr. 5.50, 7407.2211 = Fr. 4.--,  
 7407.2212 = Fr. 4.75, 7407.2291 = Fr. 2.75, 7407.2292 = Fr. 2.75,  
 7407.2293 = Fr. 4.75, 7407.2294 = Fr. 3.25, 7407.2295 = Fr. 5.50,  
 7407.2911 = Fr. 4.--, 7407.2912 = Fr. 4.75, 7407.2991 = Fr. 2.75,  
 7407.2992 = Fr. 2.75, 7407.2993 = Fr. 4.75, 7407.2994 = Fr. 3.25,  
 7407.2995 = Fr. 5.50  
 7408.1110 = Fr. 1.50, 7408.1191 = Fr. 2.25, 7408.1192 = Fr. 3.25,  
 7408.1910 = Fr. 1.50, 7408.1991 = Fr. 4.25, 7408.1992 = Fr. 5.75,  
 7408.2110 = Fr. 1.50, 7408.2121 = Fr. 2.25, 7408.2122 = Fr. 4.75,  
 7408.2131 = Fr. 3.25, 7408.2132 = Fr. 6.--, 7408.2210 = Fr. 1.50,  
 7408.2221 = Fr. 2.25, 7408.2222 = Fr. 4.75, 7408.2231 = Fr. 3.25,  
 7408.2232 = Fr. 6.--, 7408.2910 = Fr. 1.50, 7408.2921 = Fr. 2.25,  
 7408.2922 = Fr. 4.75, 7408.2931 = Fr. 3.25, 7408.2932 = Fr. 6.--,  
 7409.1110 = Fr. 3.25, 7409.1120 = Fr. 8.25, 7409.1910 = Fr. 3 25,  
 7409.1920 = Fr. 19 25, 7409.2110 = Fr. 3.50, 7409.2120 = Fr. 19 25,  
 7409.2910 = Fr. 3.75, 7409.2920 = Fr. 19 25, 7409.3110 = Fr. 3.50,  
 7409.3120 = Fr. 19.25, 7409.3910 = Fr. 3.75, 7409.3920 = Fr. 19.25,  
 7409.4010 = Fr. 3.75, 7409.4020 = Fr. 19.75, 7409.9010 = Fr. 3.75,  
 7409.9020 = Fr. 19.25  
 7410.1110 = Fr. 6.--, 7410.1190 = Fr. 13.75, 7410.1210 = Fr. 6.--  
 7410.1290/2200 = Fr. 13.75  
 7411.1010 = Fr. 4.--, 7411.1020 = Fr. 4 75, 7411.2110 = Fr. 4.--,  
 7411.2120 = Fr. 4.75, 7411.2210 = Fr. 4.--, 7411.2220 = Fr. 4.75,  
 7411.2910 = Fr. 4.--, 7411.2920 = Fr. 4.75
- 55) marchandises de Yougoslavie et Turquie:  
 7604.1000,2900 = Fr. 10.50, 7605.1100/2900 = Fr. 10.25,  
 7606.1100/9200 = Fr. 8.25
- 56) marchandises de Hongkong:  
 9101.1100/2900 = Fr. -.96, 9101.9100/9900 = Fr. -.97  
 9102.1100/2900 = Fr. -.23, 9102.9100/9900 = Fr. -.22

9103.1010 = Fr. -.80, 9103.1090 = Fr - 20, 9103.9010 = Fr. -.80,  
9103.9090 = Fr. -.20  
9104.0000 = Fr. -.23  
9105.1100 = Fr. 41.30, 9105.1900 = Fr. 41.30, 9105.2100 = Fr. 44.80,  
9105.2900 = Fr. 42.--, 9105.9100 = Fr. 44.80, 9105.9900 = Fr. 42.--,  
9106.1000/9000 = Fr. 45.50  
9107.0000 = Fr. 45.50  
9108.1100/9900 = Fr. -.45  
9109.1100/1900 = Fr. 70.--, 9109.9000 = Fr. 44.80  
9110.1100/9900 = Fr. 287.--, 9110.1200 = Fr. 77.--, 9110.1900 = Fr 98.--  
9110.9000 = Fr. 77.--  
9111.1000 = Fr. -.94, 9111.2000 = Fr. -.10, 9111.8000 = Fr. -.11,  
9111.9010 = Fr. -.15, 9111.9090 = Fr. 64.40  
9112.1000 = Fr. 36.40, 9112.8000 = Fr 26.60, 9112.9000 = Fr. 36.40  
9114.1010 = Fr. 46.20, 9114.1020 = Fr. 371.--, 9114.2000 = Fr. 98.--,  
9114.3000/9000 = Fr. 77.--

## Annexe 2

**Répertoire des pays et territoires en développement****Partie 1****Europe**

Albanie  
Bulgarie  
Chypre  
Gibraltar

Malte  
Roumanie  
Turquie  
Yougoslavie

**Afrique**

Algérie  
Angola  
Antarctique  
Bénin  
Botswana  
Bouvet, Iles  
Burkina Faso  
Burundi  
Cameroun  
Cap-Vert  
Centrafricaine, République  
Comores  
Congo  
Côte d'Ivoire  
Djibouti  
Egypte  
Ethiopie  
Gabon  
Gambie  
Ghana  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Guinée équatoriale  
Kenya  
Lesotho  
Libéria  
Libye  
Madagascar  
Malawi

Mali  
Maroc  
Maurice  
Mauritanie  
Mozambique  
Namibie  
Niger  
Nigéria  
Océan Indien, Ter. brit. de l'  
Ouganda  
Rwanda  
Sahara occidental  
Sainte-Hélène  
Sao-Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Seychelles  
Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Swaziland  
Tanzanie  
Tchad  
Terres australes françaises  
Togo  
Tunisie  
Zaire  
Zambie  
Zimbabwe

**Asie**

Afghanistan	Laos
Arabie Saoudite	Liban
Bahreïn	Macao 2)
Bangladesh	Malaisie
Bhoutan	Maldives
Brunei	Mongolie
Chine 1)	Myanmar (Birma)
Corée (Nord) 3)	Népal
Corée (Sud) 2)	Oman
Emirats arabes unis	Pakistan
Hong-Kong 2)	Philippines
Inde	Qatar
Indonésie	Singapour
Irak	Sri Lanka
Iran	Syrie
Israël	Thaïlande
Jordanie	Timor oriental
Kampuchea	Viet-Nam
Koweït	Yémen

**Amérique**

Anguilla	Guatemala
Antigua et Barbude	Guyane
Antilles néerlandaises	Haïti
Argentine	Honduras
Aruba	Jamaïque
Bahamas	Mexique
Barbade	Montserrat
Bélize	Nicaragua
Bermudes	Panama
Bolivie	Paraguay
Brésil 4)	Pérou
Caïmans, Iles	Saint-Christophe-et-Nièves
Chili	Saint-Pierre-et-Miquelon
Colombie	Saint-Vincent-et-Grenadines
Costa Rica	Sainte-Lucie
Cuba	Suriname
Dominicaine, République	Trinité-et-Tobago
Dominique	Turks et Caïques, Iles
El Salvador	Uruguay
Equateur	Vénézuela
Falkland, Iles	Vierges américaines, Iles
Grenade	Vierges britanniques, Iles

\*) Notes de bas de page: voir à la fin de la partie 1.

**Australie et Océanie**

Cook, Iles

Fidji

Guam

Iles du Pacifique

Johnston, Ile

Kiribati

Midway, Iles

Nauru

Nioué

Nouvelle-Calédonie

Océanie américaine

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Pitcairn, Ile

Polynésie française

Salomon, Ile

Samoa

Samoa, américaines

Tokélaou

Tonga

Tuvalu

Vanuatu

Wake, Ile de

Wallis et Futuna, Iles

**Notes de bas de page**

- 1) Les droits de douane préférentiels ne s'appliquent pas aux marchandises des chapitres 50 à 64 du tarif des douanes suisses<sup>a)</sup> (matières textiles et ouvrages en ces matières, chaussures), à l'exclusion des marchandises des nos 5001.0000, 5002.0000, ex 5007.2010 (tissus de pongées, habutai, honan, shantung, corah et tissus similaires d'Extrême-Orient, de soie pure, non mélangées de bourre de soie, de déchets de bourre de soie ou d'autres textiles), 5101 1100/1900, 5201.0090, 5307.1000/2000, 5310.1000/9000, 5607.1010, ex 5608.9000 (produits en jute et en coco), 5701.1000 - 5703.9000, 5705.0000, 5805.0000, 6305.1000, et 6305.0000 (produits en coco) originaires de ce pays ou territoire.
- 2) Les droits préférentiels des chapitres 50 à 64 du tarif des douanes suisses<sup>a)</sup> (matières textiles, ouvrages en ces matières et chaussures) ainsi que du no du no 9405.9912 (abat-jour) ne sont pas applicables aux marchandises originaires de ce pays ou territoire.
- 3) Les droits de douane préférentiels des chapitres 50 à 63 du tarif des douanes suisses<sup>a)</sup> et des nos 6401-6404, 6405.9010 (matières textiles, ouvrages en ces matières et chaussures) ainsi que du no 9405.9912 (abat-jour) ne sont pas applicables aux marchandises originaires de ce pays ou territoire.
- 4) Les droits de douane préférentiels des nos 0901.1200/2200 (café) du tarif des douanes suisses<sup>a)</sup> ne sont pas applicables aux marchandises originaires de ce pays ou territoire. Le droit de douane préférentiel du no 2101.1010 du tarif des douanes suisses (extraits, essences et concentrés de café et préparations à base de ces extraits, essences ou concentrés) applicable aux marchandises originaires de ce pays ou territoire est de 170 fr. par 100 kg brut.

a) RS 632.10 annexe

**Partie 2****Afrique**

Bénin  
Botswana  
Burkina Faso  
Burundi  
Cap-Vert  
Centrafricaine, République  
Comores  
Djibouti  
Ethiopie  
Gambie  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Guinée équatoriale  
Lesotho  
Libéria

Malawi  
Mali  
Mauritanie  
Mozambique  
Niger, Rép.  
Ouganda  
Rwanda  
Sao-Tomé-et-Principe  
Sierra Leone  
Somalie  
Soudan  
Tanzanie  
Tchad  
Togo

**Asie**

Afghanistan  
Bangladesh  
Bhoutan  
Laos

Maldives  
Myanmar (Birma)  
Népal  
Yémen

**Amérique**

Haïti

**Australie et Océanie**

Kiribati  
Samoa

Tuvalu  
Vanuatu

# **Ordonnance relative au transport des marchandises dangereuses par route (SDR)**

**Modification du 19 décembre 1991**

---

*Le Département fédéral de justice et police,*

vu l'article 35, 1<sup>er</sup> alinéa, de l'ordonnance du 17 avril 1985<sup>1)</sup> relative au transport des marchandises dangereuses par route (SDR),

*arrête:*

I

Le marginal suivant de l'annexe A<sup>2)</sup> de l'ordonnance du 17 avril 1985 relative au transport des marchandises dangereuses par route (SDR) est modifié:

*Marg. 1002(20), let. b) et c)*

II

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

19 décembre 1991

Département fédéral de justice et police:

Koller

34893

<sup>1)</sup> RS 741.621

<sup>2)</sup> Le texte des annexes A et B n'est publié ni au RO ni au RS. Cette remarque s'applique également à la présente modification.

# Ordonnance sur le transport public

Modification du 5 décembre 1991

---

*Le Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie,*  
vu l'article 43 de l'ordonnance du 5 novembre 1986<sup>1)</sup> sur le transport public,  
*arrête:*

## I

Le marginal suivant de l'annexe 1 de l'ordonnance sur le transport public:  
Règlement concernant le transport ferroviaire suisse des marchandises dange-  
reuses (RSD)<sup>2)</sup> est modifié:

*Marg. 16, let b) et c)*

## II

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

5 décembre 1991

Département fédéral des transports,  
des communications et de l'énergie:  
Ogi

34881

<sup>1)</sup> RS 742.401

<sup>2)</sup> Le texte de l'annexe 1 n'est pas publié au RO ni au RS. Cette remarque s'applique également à la présente modification. Le tiré à part peut être obtenu auprès de l'Office central fédéral des imprimés et du matériel, 3000 Berne.

# Ordonnance concernant des suppléments de prix sur les denrées fourragères

Modification du 19 décembre 1991

---

*Le Département fédéral de l'économie publique*  
*arrête:*

## I

L'annexe 1 de l'ordonnance du 23 décembre 1981<sup>1)</sup> concernant des suppléments de prix sur les denrées fourragères est modifiée dans le sens de la présente annexe.

## II

<sup>1)</sup> Les nouvelles dispositions ne sont pas applicables aux faits qui ont précédé l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

<sup>2)</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

19 décembre 1991

Département fédéral de l'économie publique:  
Delamuraz

S34877

<sup>1)</sup> RS 916.112.231; RO 1991 1430 2140 2550

Numéro du tarif douanier <sup>1)</sup>	Denrées	Supplément de prix par 100 kg de poids brut dédouané Fr.
ex 0511.9100/9900	Sang animal, petits poissons (sauf les poissons frais, salés ou congelés pour animaux), crustacés et mollusques, même moulus, impropres à l'alimentation humaine: - sang animal, pour l'affouragement . . . . . - autres, pour l'affouragement . . . . .	26.— 3.—
ex 1004.0000	Avoine: - pour l'affouragement (100%) . . . . . - pour la consommation humaine (63%) . . . . . - pour usages techniques (30%) . . . . .	21.— 13.25 6.30
1006.	Riz:	
ex 1000	- riz en paille (riz paddy), pour l'affouragement	19.—
ex 2000	- riz décortiqué (riz cargo ou riz brun), pour l'affouragement . . . . .	19.—
ex 3000	- riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé, pour l'affouragement . . . . .	19.—
ex 4000	- riz en brisures, pour l'affouragement . . . . .	14.—
1103.	Gruaux, semoules et agglomérés sous forme de pellets, de céréales: - gruaux et semoules, pour l'affouragement: - - de blé: - - - gruaux de blé dur en récipients de plus de 5 kg . . . . . - - - autres . . . . . - - d'avoine . . . . . - - de maïs . . . . . - - de riz . . . . . - - d'autres céréales: - - - de seigle, méteil ou triticales . . . . . - - - d'autres céréales . . . . . - agglomérés sous forme de pellets, pour l'affouragement: - - de froment . . . . . - - de seigle, méteil et triticales . . . . . - - d'autres céréales . . . . .	72.— 31.— 62.— 22.— 32.— 34.— 64.— 15.— 21.— 49.—
1104.	Grains de céréales autrement travaillés (mondés, aplatis, en flocons, perlés, tranchés ou concassés, par exemple), à l'exception du riz du n° 1006; germes de céréales, entiers, aplatis, en flocons ou moulus: - grains, aplatis ou en flocons, pour l'affouragement: - - d'orge . . . . . - - d'avoine . . . . . - - d'autres céréales:	53.— 62.—

1) RS 632.10 annexe

Numéro du tarif douanier	Denrées	Supplément de prix par 100 kg de poids brut dédouané Fr.
ex 1910	- - - de blé, seigle, méteil ou triticale . . . . .	32.—
ex 1990	- - - d'autres céréales . . . . .	42.—
	- grains autrement travaillés (p. ex. mondés, perlés, tranchés ou concassés):	
ex 2100	- - d'orge:	
	- pour l'affouragement . . . . .	55.—
	- pour la consommation humaine (orge mondée, 68% du n° ex 1003.0000) . . . . .	14.30
ex 2200	- - d'avoine:	
	- pour l'affouragement . . . . .	66.—
	- pour la consommation humaine (avoine mondée, 65% du n° ex 1004.0000) . . . . .	13.65
ex 2300	- - de maïs, pour l'affouragement . . . . .	24.—
	- - d'autres céréales:	
ex 2910	- - - de blé, seigle, méteil ou triticale, pour l'affouragement . . . . .	32.—
ex 2990	- - - d'autres céréales:	
	- de millet:	
	- pour l'affouragement . . . . .	42.—
	- pour la consommation humaine (millet mondé, 57% du n° ex 1008.2000) . . . . .	8.—
	- d'autres céréales, pour l'affouragement	40.—
ex 3000	- germes de céréales, entiers, aplatis, en flocons ou moulus:	
	- pour l'affouragement . . . . .	24.—
	- pour l'extraction de l'huile pour l'affourage- ment (100%) . . . . .	31.—
	- pour l'extraction de l'huile pour la consom- mation humaine et pour usages techniques (déchets pour l'affouragement):	
	- germes de maïs:	
	- pour entreprises d'extraction (55%) . .	17.05
	- pour entreprises de pressage (60%) . .	18.60
	- germes de blé (92%) . . . . .	28.50
	- autres (45%) . . . . .	13.95

Numéro du tarif douanier	Denrées	Supplément en pour-cent de ex 2304, 2306	Déduction de 6 fr. par 100 kg (quote-part) <sup>1)</sup>	Supplément de prix par 100 kg de poids brut dédouané Fr.
ex 1201.0000	Fèves de soja, même concassées, pour la fabrication de l'huile (déchets pour l'affouragement):			
	– pour entreprises d'extraction . .	78	4.70	7.80
	– pour entreprises de pressage . . .	82	4.90	8.20
1202.	Arachides, non grillées ni autrement cuites, même décortiquées ou concassées, pour la fabrication de l'huile (déchets pour l'affouragement):			
ex 1000	– en coques:			
	– pour entreprises d'extraction	50 <sup>2)</sup>	5.50	2.50
	– pour entreprises de pressage	55 <sup>2)</sup>	6.05	2.75
ex 2000	– décortiquées, même concassées:			
	– pour entreprises d'extraction	52 <sup>3)</sup>	5.70	2.60
	– pour entreprises de pressage	55,5 <sup>3)</sup>	6.15	2.75
ex 1203.0000	Coprah, pour la fabrication de l'huile (déchets pour l'affouragement):			
	– pour entreprises d'extraction . .	37	2.20	3.70
	– pour entreprises de pressage . . .	41	2.45	4.10
ex 1204.0000	Graines de lin, même concassées, pour la fabrication de l'huile (déchets pour l'affouragement):			
	– pour entreprises d'extraction . .	60	3.60	6.—
	– pour entreprises de pressage . . .	65	3.90	6.50
ex 1205.0000	Graines de navette ou de colza, concassées pour la fabrication de l'huile (déchets pour l'affouragement):			
	– graines de colza:			
	– pour entreprises d'extraction	53	3.20	5.30
	– pour entreprises de pressage	58	3.50	5.80
	– graines de navettes:			
	– pour entreprises d'extraction	58	3.50	5.80
	– pour entreprises de pressage	63	3.80	6.30

<sup>1)</sup> Déduction destinée à améliorer l'offre sur le marché des denrées fourragères.

<sup>2)</sup> Déduction supplémentaire de 2 fr. 50 (entreprises d'extraction) respectivement 2 fr. 75 (entreprises de pressage) par 100 kg pour compenser les possibilités d'utilisation limitées. Les suppléments de prix ne sont pas perçus lorsqu'ils sont inférieurs à ces montants, avant la déduction.

<sup>3)</sup> Déduction supplémentaire de 2 fr. 60 (entreprises d'extraction) respectivement 2 fr. 80 (entreprises de pressage) par 100 kg pour compenser les possibilités d'utilisation limitées. Les suppléments de prix ne sont pas perçus lorsqu'ils sont inférieurs à ces montants, avant la déduction.

Numéro du tarif douanier	Denrées	Supplément en pour-cent de ex 2304, 2306	Déduction de 6 fr. par 100 kg (quote-part) <sup>1)</sup>	Supplément de prix par 100 kg de poids brut dédouané Fr.
ex 1206.0000	Graines de tournesol, même concassées, pour la fabrication de l'huile (déchets pour l'affouragement):			
	– non décortiquées:			
	– pour entreprises d'extraction	46,5	2.80	4.65
	– pour entreprises de pressage	51	3.05	5.10
	– décortiquées:			
	– pour entreprises d'extraction	50	3.—	5.—
	– pour entreprises de pressage	55	3.30	5.50
1207.	Autres graines et fruits oléagineux, même concassés, pour la fabrication de l'huile (déchets pour l'affouragement):			
ex 1000	– noix et amandes de palmiste:			
	– pour entreprises d'extraction	53	3.20	5.30
	– pour entreprises de pressage	58	3.50	5.80
ex 2000	– graines de coton:			
	– pour entreprises d'extraction	75	4.50	7.50
ex 3000	– graines de ricin:			
	– pour entreprises d'extraction	50	3.—	5.—
	– pour entreprises de pressage	55	3.30	5.50
ex 4000	– graines de sésame:			
	– pour entreprises d'extraction	45	2.70	4.50
	– pour entreprises de pressage	50	3.—	5.—
ex 6000	– graines de carthame:			
	– pour entreprises d'extraction	70	4.20	7.—
	– pour entreprises de pressage	75	4.50	7.50
ex 9100	– graines de pavot:			
	– pour entreprises d'extraction	55	3.30	5.50
	– pour entreprises de pressage	60	3.60	6.—
ex 9200	– graines de karité:			
	– pour entreprises d'extraction	60	3.60	6.—
	– pour entreprises de pressage	65	3.90	6.50
ex 9900	– autres, (à l'exception des faines):			
	– pour entreprises d'extraction	45	2.70	4.50
	– pour entreprises de pressage	50	3.—	5.—

<sup>1)</sup> Déduction destinée à améliorer l'offre sur le marché des denrées fourragères.

Numéro du tarif douanier	Denrées	Supplément de prix par 100 kg de poids brut dédouané Fr.
2301.	Farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de viandes, d'abats, de poissons, de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, impropres à l'alimentation humaine; cretons: pour l'affouragement:	
ex 1000	– farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de viandes ou d'abats .....	16.—
	– cretons .....	16.—
ex 2000	– farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de poissons, de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques ..	3.—
2303.	Résidus d'amidonnerie et résidus similaires, pulpes de betteraves épuisées, bagasses de cannes à sucre et autres déchets de sucrerie, drèches et déchets de brasserie ou de distillerie, même agglomérés sous forme de pellets, pour l'affouragement:	
ex 1000	– résidus d'amidonnerie et résidus similaires	
	– – protéines de pommes de terre .....	2.—
	– – autres .....	34.—
ex 2000	– pulpes de betteraves épuisées, bagasses de cannes à sucre et autres déchets de sucrerie .	26.—
ex 3000	– drèches et déchets de brasserie ou de distillerie .....	26.—
ex 2304.0000	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile de soja, pour l'affouragement	16.—
ex 2305.0000	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de l'huile d'arachide, pour l'affouragement .....	22.—
ex 2306.1000/9000	Tourteaux et autres résidus solides, même broyés ou agglomérés sous forme de pellets, de l'extraction de graisses ou huiles végétales, autres que ceux des numéros 2304 ou 2305, pour l'affouragement .....	16.—
3505.	Dextrine et autres amidons et féculés modifiés (les amidons et féculés pré-gélatinisés ou estérifiés, par exemple); colles à base d'amidons ou de féculés, de dextrines ou d'autres amidons ou féculés modifiés, pour l'affouragement:	
ex 1000	– dextrine et autres amidons modifiés .....	20.—
ex 2000	– colles .....	35.—

*Cette page est vierge pour permettre d'assurer  
la concordance dans la pagination des trois  
éditions du RO.*

# Ordonnance sur le prix et le supplément de prix applicables au blé indigène de qualité inférieure

Modification du 18 décembre 1991

---

*L'Office fédéral du contrôle des prix  
arrête:*

## I

L'ordonnance du 14 juillet 1986<sup>1)</sup> sur le prix et le supplément de prix applicables au blé indigène de qualité inférieure est modifiée comme il suit:

<i>Art. 2</i>		Fr.
Froment de fourrage .....	janvier 1992	80.—
	février 1992	80.50
	mars 1992	81.—

## II

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

18 décembre 1991

Office fédéral du contrôle des prix:  
Weyermann

34898

<sup>1)</sup> RS 942.341.13

**AS-1992-01 vom 14.01.1992 (S. 1-64)**

**RO-1992-01 du 14.01.1992 (p. 1-64)**

**RU-1992-01 del 14.01.1992 (p. 1-64)**

In	Amtliche Sammlung
Dans	Recueil officiel
In	Raccolta ufficiale
Jahr	1992
Année	
Anno	
Band	1992
Volume	
Volume	
Heft	01
Cahier	
Numero	
Datum	14.01.1992
Date	
Data	
Seite	1-64
Page	
Pagina	
Ref. No	30 005 136

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.